

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LIEN ENTRE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE MUNICIPALE ET LE PARTI  
PROVINCIAL AU POUVOIR

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMPTABILITÉ, CONTRÔLE, AUDIT

PAR AMÉLIE CHAMPIGNY

FÉVRIER 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Tout d'abord, je souhaite remercier particulièrement, Madame Saidatou Hamidou Dicko. Je la remercie pour sa disponibilité, son soutien et son implication. Son aide et ses conseils ont été très précieux. Madame Dicko s'est lancée avec moi dans ce projet avec un sujet audacieux. Sans elle, il n'aurait pas pu voir le jour. De plus, elle a fait de mon mémoire, non seulement un travail de recherche, mais un accomplissement et un dépassement de moi-même.

Je la remercie également pour son enseignement, dans le cadre de ma maîtrise en comptabilité-contrôle-audit, ainsi que mes deux autres professeurs de mon parcours, Monsieur Hassan El-Ibrami et Monsieur Marc Hasbani. De plus, la statisticienne de l'UQAM, Jill Vandermeerschen, m'a été d'une aide indispensable dans mes analyses. Mes remerciements d'adressent aussi aux services de la trésorerie et aux services de la greffe des municipalités et des villes pour leur disponibilité à me fournir des informations financières via leur système d'accès à l'information.

Ensuite, je remercie le personnel travaillant au ministère des affaires municipales et organisation du territoire, pour leurs informations financières fournies aussi via un système d'accès à l'information.

Finalement, je remercie ma famille pour leur soutien et les valeurs qu'ils m'ont inculquées dont la persévérance et le travail ardu.

## TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	viii
RÉSUMÉ .....	ix
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I.....	4
CONTEXTE, MOTIVATIONS ET PROBLÉMATIQUE .....	4
1.1 Les régimes politiques dans le monde .....	4
1.2 Le régime Canadien .....	6
1.3 Le contexte Québécois et les effets politiques des décisions provinciales au niveau municipal.....	8
1.4 Problématique .....	12
1.5 Contributions de l'étude.....	14
CHAPITRE II .....	15
THÉORIES, REVUE DE LA LITTÉRATURE ET HYPOTHÈSE DE RECHERCHE .....	15
2.1 Théorie du pouvoir.....	16
2.2 Idéologie des partis politiques.....	16
2.2 Évaluation de la performance financière municipale.....	20
2.3 Revue des études antérieures .....	22
2.4 Performance financière et Parti politique au pouvoir .....	32



2.5 Hypothèses de recherche.....	33
CHAPITRE III .....	36
MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE.....	36
3.1 Échantillon, collecte et sources des données.....	36
3.2 Modèle, variables et mesures .....	37
3.3 Analyses statistiques .....	42
CHAPITRE IV .....	48
RÉSULTATS ET DISCUSSIONS .....	48
4.1 Analyses de trajectoires des indicateurs de performance des municipalités.....	48
4.2 Résultats des analyses de trajectoires en incluant le parti politique et les variables de contrôles .....	66
4.3 Récapitulatif de l'analyse des résultats et discussion.....	86
CONCLUSION.....	90
APPENDICE 1: LISTE DES VILLES SONDÉES .....	92
BIBLIOGRAPHIE.....	96

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Hiérarchie des gouvernements .....	7
1.2 Parti politique en place et les années au pouvoir .....	13
2.1 Répartition des dépenses de la Ville de Montréal pour l'année 2014 ..	29
2.2 Répartition des revenus de la Ville de Montréal pour l'année 2014 ..	31
4.1 Nuage de points de la tendance du taux de taxation .....	51
4.2 Nuage de points de la tendance des dépenses .....	53
4.3 Nuage de points de la tendance du logarithme naturel des dépenses ...	54
4.4 Nuage de points de la tendance de l'endettement par habitant .....	57
4.5 Nuage de points de la tendance des surplus ou déficits .....	59
4.6 Nuage de points de la tendance des revenus totaux .....	61
4.7 Nuage de points de la tendance du logarithme naturel des revenus totaux .....	62
4.8 Nuage de points de la tendance des revenus de transferts .....	63
4.9 Nuage de points de la tendance du logarithme naturel des revenus de transferts .....	65
4.10 Nuage de points de la tendance du taux de taxation en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	68
4.11 Nuage de points de la tendance des dépenses en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	73
4.12 Nuage de points de la tendance de l'endettement par habitant	

en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	76
4.13 Nuage de points de la tendance des surplus ou déficits en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	79
4.14 Nuage de points de la tendance des revenus totaux en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	82
4.15 Nuage de points de la tendance des revenus de transferts en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	85

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Récapitulatif des variables .....	44
4.1 Analyse de trajectoires du taux de taxation .....	50
4.2 Analyse de trajectoires des dépenses .....	52
4.3 Analyse de trajectoires de l'endettement par habitant .....	56
4.4 Analyse de trajectoires des surplus ou déficits .....	58
4.5 Analyse de trajectoires des revenus totaux .....	60
4.6 Analyse de trajectoires des revenus de transferts .....	63
4.7 Analyse de trajectoires du taux de taxation en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	67
4.8 Analyse de trajectoires des dépenses totales en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	71
4.9 Analyse de trajectoires de l'endettement par habitant en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	74
4.10 Analyse de trajectoires des surplus ou déficits en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	77
4.11 Analyse de trajectoires des revenus totaux en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	81
4.12 Analyse de trajectoires des revenus de transferts en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial .....	83
4.13 Récapitulatif des résultats .....	87

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

CDU	Union chrétienne-démocrate
MAMOT	Ministère des Affaires municipales et de l'organisation du territoire
SPD	Parti social-démocrate
TVQ	Taxe de vente du Québec

## RÉSUMÉ

L'objet de cette recherche est de déterminer l'impact du parti politique provincial sur les performances financières des municipalités du Québec. Plus spécifiquement, nous avons exploré la question de savoir si le parti politique en place avait un impact sur différentes composantes de l'information financière des villes, soit le taux de taxation, les dépenses, l'endettement par habitant, le surplus ou le déficit, les revenus totaux et les revenus de transferts. L'étude a été motivée par le fait qu'il y ait plusieurs mouvements de manifestations au Québec, que plusieurs partis politiques se forment et se dissolvent, que le parti au pouvoir change et que le gouvernement dépense des sommes importantes en période électorale. Les citoyens veulent, et, sont en droit de savoir si les partis en place ont un impact concret sur eux.

Nous avons étudié quatre-vingt-dix-huit villes, soit les quatre-vingt-dix-huit villes les plus peuplées en 2014 et ce, sur vingt ans (entre 1995 et 2014). L'objectif de la recherche est de déterminer s'il existe un lien entre la performance financière des municipalités du Québec et le parti politique au pouvoir au gouvernement provincial. Les résultats sont partagés. Ils montrent que toutes les composantes ont tendance à varier dans le temps. En plus, le parti politique a un lien avec le taux de taxation, les dépenses, l'endettement par habitant, le surplus ou le déficit et les revenus de transferts. Ce qui confirme notre hypothèse de départ. Par contre, il n'y a pas de lien entre le parti politique provincial au pouvoir et les revenus totaux.

Ces résultats sont une très grande avancée pour la recherche, car elle est pionnière sur le sujet. Nous croyons que les résultats de l'étude empirique pourraient avoir un effet sur le vote futur des contribuables, car ils seront plus informés. De plus, de nombreuses autres recherches peuvent maintenant être envisagées dans le domaine étant donné la richesse des informations financières disponibles.

Mots-clés : Parti politique, performance financière municipale, Québec, Canada

## INTRODUCTION

Les conséquences des actions politiques sont au cœur des préoccupations des Québécois. Les coupes budgétaires, les promesses électorales non tenues et les problèmes d'endettement sont des inquiétudes de plus en plus présentes chez les citoyens. Les gens ont de moins en moins confiance au système et sont désintéressés<sup>1</sup>. D'ailleurs, le taux de votation aux élections n'est pas satisfaisant et est en baisse (par exemple, aux élections fédérales, le taux de participation est passé de 75% en 1965 à 61% en 2011<sup>2</sup>). De plus, les multiples scandales de corruption et collusion dans l'industrie de la construction, entre autres, viennent renforcer cette perte de confiance de la population envers le système politique, économique et financier. En outre, Samara a publié une étude en 2013 se questionnant sur les raisons du faible taux d'intérêt des gens envers la politique au Canada. La couverture négative de l'actualité politique par les médias, l'information non suffisante par les médias aux citoyens et la façon dont les reportages montrent les démarches politiques en seraient les causes.

Les résultats d'un certain nombre d'études menées montrent que les connections politiques et leur utilisation sont très répandues dans les entreprises, partout à travers le monde, quel que soit le niveau de développement du pays (pays développés et pays en voie de développement) (Faccio, 2006).

Ainsi, si les entreprises ont de plus en plus de connections politiques, cela signifie qu'elles se connectent aux organisations et personnalités gouvernementales. Dans ce

---

<sup>1</sup> [www.samaracanada.com](http://www.samaracanada.com)

<sup>2</sup> [www.elections.ca](http://www.elections.ca)



sens, il serait logique de dire que les entreprises et les organisations gouvernementales s'influencent mutuellement de par leurs connections, ces dernières pouvant se faire par exemple à travers des contributions aux partis représentés au gouvernement. Or, un gouvernement est généralement élu (dans une démocratie) pour représenter et agir au nom du peuple et non dans l'intérêt de certaines entreprises dont le but pourrait être divergent de celui du reste de la population<sup>3</sup>.

Dans ce sens, il est important voire indispensable de comprendre l'impact réel d'un gouvernement sur la vie quotidienne des citoyens. Étant donné que les actions d'un gouvernement sont généralement le reflet des idéologies politiques du parti qu'il représente, il est alors nécessaire d'analyser l'effet des telles idéologies sur la vie de la population.

Le Canada fonctionne selon un régime fédéral avec trois principaux niveaux de gouvernement : le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les municipalités. Les décisions qui concernent et qui touchent la vie de tous les jours des citoyens sont généralement prises et gérées au niveau des municipalités<sup>4</sup>. Cependant, le fonctionnement et le pouvoir des municipalités sont généralement du ressort des gouvernements provinciaux, étant donné que les villes sont d'instance provinciale. Ainsi, il y a une relation plus étroite entre les gouvernements provinciaux et les municipalités qu'avec le fédéral. Il y a alors plus de chance que les actions d'un gouvernement provincial influencent davantage la vie quotidienne des populations que celles d'un gouvernement fédéral. Par cette étude, nous tenterons ainsi de comprendre l'impact direct des choix politiques du gouvernement provincial québécois sur la vie de la population.

---

<sup>3</sup> [www.parl.qc.ca](http://www.parl.qc.ca)

<sup>4</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)



De plus, les actions et les décisions d'un gouvernement dépendent de son idéologie politique. Cela signifie que même à l'intérieur d'une seule province, l'impact des actions politiques d'un gouvernement sur la population va dépendre du parti politique au pouvoir. Notre travail est basé sur la prémisse selon laquelle les décisions prises au niveau des municipalités dépendent directement de celles prises au niveau du gouvernement provincial et de l'idéologie du parti politique au pouvoir. Ainsi, nous regarderons si le régime politique provincial a un impact sur le système qui touche plus directement les citoyens, soit le système municipal.

À notre connaissance, aucune étude n'a été faite à ce sujet au Québec. À l'heure des crises sociales importantes partout dans le monde, il est temps de faire le lien direct entre le politique et l'économique. Plus précisément, nous nous posons la question suivante : existe-t-il une relation entre la performance des municipalités au Québec et le parti politique provincial en place ?

La suite de ce travail est organisée comme suit. Dans le premier chapitre nous discuterons des contextes politiques dans le monde et plus précisément du contexte canadien et québécois. Dans ce même chapitre, nous présenterons la problématique et les apports de l'étude. Dans le deuxième chapitre, nous verrons les différentes idéologies politiques, nous survolerons les études qui ont été faites sur les performances financières municipales et sur les liens entre l'idéologie du parti politique et des indicateurs de la performance financière. Dans le troisième chapitre, nous discuterons de la méthodologie qui sera utilisée pour tester empiriquement notre hypothèse. Finalement, dans le quatrième chapitre, nous discuterons des résultats de l'étude empirique et une conclusion suivra.

## CHAPITRE I

### CONTEXTE, MOTIVATIONS ET PROBLÉMATIQUE

Dans chaque peuple, une certaine manière de vivre, une ligne de conduite de vie est présente. Des gens, des institutions sont en place pour s'assurer que cette ligne de conduite est respectée. Le régime politique a d'ailleurs une grande part de cette responsabilité. Mais chaque peuple ne vit pas de la même façon, car plusieurs régimes politiques existent dans le monde, principalement la monarchie, la dictature et la démocratie.

#### 1.1 Les régimes politiques dans le monde

Premièrement, la monarchie est un régime politique basé sur la royauté, sur le règne d'une famille et le pouvoir se transmet héréditairement. Il y a tout de même des lois qui existent et qui régissent les droits et obligations du peuple<sup>5</sup>.

Selon la couronne britannique, qui est une monarchie présente depuis plusieurs siècles, l'avantage principal d'un système monarchique est qu'il distingue la politique de la fonction publique. Cela a donc comme avantage d'éviter la controverse et d'être indépendant et impartial dans ses décisions envers les citoyens<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

<sup>6</sup> [www.monarchist.ca](http://www.monarchist.ca)

Par contre, en général dans une monarchie, la Reine ou le Roi possède le pouvoir suprême. C'est-à-dire, qu'aucune réglementation ni dépense publique ne peut être faite sans le consentement de la royauté. De plus, la monarchie possède ses appartements, ses déplacements, ses visites royales, dont les dépenses sont aux frais des contribuables.

De nos jours, les pays principaux qui sont sous un régime de monarchie sont le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Thaïlande et plusieurs autres pays d'Europe<sup>7</sup>.

Deuxièmement, il existe le régime politique de dictature. La dictature est un régime politique dans lequel le pouvoir absolu est détenu par une personne. Contrairement à la monarchie, il n'y a pas de lois qui régissent la manière de vivre. C'est le dictateur, personne qui a le pouvoir, qui décide de tout<sup>8</sup>. Souvent, le dictateur suit l'hérédité ou est au pouvoir suite à une prise de pouvoir par les armes.

Les régimes de dictature sont malheureusement reconnus pour la violence qui y est exercée. Les gens au pouvoir règnent par la force. Ils ne tiennent pas compte de ce que prône le peuple et ne reconnaît pas sa liberté<sup>9</sup>. De nos jours, les principaux pays qui sont sous un régime de dictature sont la Corée du Nord, la Chine et la Birmanie<sup>10</sup>.

Troisièmement, le régime démocratique existe dans le monde. Selon le Larousse, il s'agit d'un régime où le pouvoir émane du peuple<sup>11</sup>. Le peuple élit des gens qui gouverneront en leur nom. Le principe d'élections est donc présent. Il y a présence de séparation de pouvoir entre l'exécutif, le législatif (le parlement qui fait des lois avec

---

<sup>7</sup> [perspective.usherbrooke.ca](http://perspective.usherbrooke.ca)

<sup>8</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

<sup>9</sup> [www.universalis.fr](http://www.universalis.fr)

<sup>10</sup> [perspective.usherbrooke.ca](http://perspective.usherbrooke.ca)

<sup>11</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

des représentants qui votent pour ces lois, encore une fois, des élus) et le judiciaire. Les pays principaux exerçant un régime démocratique sont le Canada, les États-Unis, la plupart des pays occidentaux comme la France, la Suisse, l'Allemagne, certains pays africains comme l'Afrique du Sud et asiatiques comme le Japon et la Corée du Sud<sup>12</sup>.

### 1.2 Le régime Canadien

Officiellement, le Canada est un régime de monarchie constitutionnelle c'est-à-dire qu'elle relève de la monarchie du Royaume Uni dans le sens où la Reine, présentement Élisabeth II, est la représentante hiérarchique avec le plus haut pouvoir et elle doit apposer son sceau royal pour accepter les lois et les dépenses publiques pour que le gouvernement Canadien puisse exécuter. Par contre, dans les faits, le Royaume Uni s'oppose rarement aux décisions du Canada<sup>13</sup>.

Au Canada, il y a donc des élections pour élire les représentants fédéraux que le peuple juge le plus compétent à représenter les intérêts des citoyens. Mais comment le peuple choisit ?

En fait, il y a plusieurs partis politiques présents qui ont chacun leurs idéologies. Certains partis sont plus axés sur l'économie, d'autres plus sur la vie sociale. Certains partis sont pour le maintien du registre des armes à feu, d'autres contre, certains sont pour l'avortement, d'autres non. Chaque parti se construit un programme politique avec ces idées et ensuite, le peuple vote pour le parti qu'il juge le mieux pour le pays.

---

<sup>12</sup> [perspective.usherbrooke.ca](http://perspective.usherbrooke.ca)

<sup>13</sup> [www.elections.ca](http://www.elections.ca)



Le Canada est composé de dix provinces et de 3 territoires. Une province est en fait une division de territoire du pays, placé sous l'autorité d'un élu. Un territoire est aussi une division territoriale, mais ils ont moins de droits qu'une province. Ils appartiennent et sont gérés par le gouvernement fédéral<sup>14</sup>.

Donc, au Canada, en plus du gouvernement au pouvoir au niveau du pays, soit le gouvernement fédéral, chacune des dix provinces a aussi un gouvernement en place pour gouverner la province.

Figure 1.1 Hiérarchie des gouvernements

Canada	10 provinces et 3 territoires
Québec	1142 villes et municipalités

De plus, il y a le principe de gouvernement minoritaire et de gouvernement majoritaire qui est important et qui joue en importance dans le pouvoir du parti en place. La majorité ou la minorité est en fonction du nombre de ses députés élus dans toutes les circonscriptions lors du vote. Si plus de la moitié des députés élus, sont du même parti, on dira que c'est un parti majoritaire. Sinon, ce sera un parti minoritaire. Chaque élu possède une place à la chambre des communes. Chaque élu a son droit de vote à cette chambre. Donc, plus il y a de membres du même parti à la chambre, plus l'idéologie du parti est représentée. Quand il est temps de voter pour une loi ou un règlement, il y a donc plus possibilité que le vote soit favorable s'il est proposé par le parti majoritaire. Par contre, quand le gouvernement est minoritaire, cela veut dire qu'il n'a pas été élu en majorité. Donc, les lois qui sont proposées passent

---

<sup>14</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

habituellement plus difficilement, car dans ce cas le vote d'autres élus ne partageant pas la même idéologie politique est crucial pour faire adopter la loi<sup>15</sup>.

### 1.3 Le contexte Québécois et les effets politiques des décisions provinciales au niveau municipal

Le parti politique en place dans la province de Québec est aussi élu par le peuple de la même manière qu'au niveau fédéral. C'est aussi la même façon d'élire au niveau municipal. Les élus au niveau municipal siègent au conseil de leurs villes et les villes doivent suivre la Loi sur les cités et villes (ou le Code municipal du Québec pour une municipalité). Le rôle principal de ce conseil est de veiller à ce que les services offerts dans la ville répondent aux besoins de ses citoyens<sup>16</sup>. Les conseillers se basent sur des rapports des différents chefs de service pour être bien informés. Ils sont entre autres responsables des décisions sur la gestion des aqueducs pour l'approvisionnement en eau potable et des égouts pour l'assainissement des eaux usées. Le conseil s'assure aussi que la voirie est en bon état. Le conseil voit aussi à l'orientation que doit prendre le service de l'urbanisme et du développement urbain et les mesures à mettre en place pour bien développer la ville. Le conseil voit aussi aux activités communautaires, récréatives et culturelles de la ville. De plus, le conseil doit adopter un budget et assurer l'équilibre financier de la ville. Finalement, ils veillent au bon fonctionnement de la sécurité des gens via les services de police externes ou internes et les services d'incendies aussi externes ou internes. Tout doit toujours être fait dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

---

<sup>15</sup> [www.elections.radio-canada.ca](http://www.elections.radio-canada.ca)

<sup>16</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)

Les électeurs sont bien entendu des citoyens et aussi des payeurs de taxes. Ils sont donc en mesure de se demander si leurs choix électoraux ont vraiment un impact. Durant les deux dernières décennies, le Québec a connu de nombreux événements et scandales politiques plus ou moins significatifs qui ont surtout ébranlé la crédibilité et la confiance des citoyens envers la politique. Voici des exemples, mais ils sont bien sûr, non exhaustifs.

En 2004, un scandale des commandites a été révélé. Il s'est avéré que l'argent des fonds publics a été utilisé par le parti libéral pour financer des opérations pour contrecarrer la souveraineté du Québec que le parti Québécois prônait.

De plus, au travers des années plusieurs partis politiques ont été fondés. En 2006, Québec solidaire a été fondé. En 2011, Option nationale voyait le jour et en 2012, c'était le tour de Coalition avenir Québec<sup>17</sup>.

En 2012, une grève étudiante a eu lieu suite à une annonce du parti libéral qui projetait d'augmenter les frais de scolarité dans l'enseignement post secondaire et universitaire. Le mouvement a été vu à travers le monde et a duré plusieurs mois. Surtout, il a mené à la chute du parti au pouvoir à l'élection d'un gouvernement péquiste.

Dans un autre ordre d'idée, le parti au pouvoir s'engage dans des grands projets à long terme, en ligne avec leur vision de l'avenir de la province. Ces projets touchent directement les municipalités. Par exemple, le gouvernement du Québec a mis en place, dans une perspective de développement durable, une stratégie d'économie de l'eau potable. Le but de la stratégie est, entre autres, de réduire d'au moins 20% la

---

<sup>17</sup> [www.elections.ca](http://www.elections.ca)

quantité d'eau distribué au citoyen du Québec. Cette stratégie aura un impact direct sur la gestion, sur les revenus et sur les dépenses des municipalités, car les villes ont des mesures d'exécution à prendre. Elles doivent produire un bilan de l'eau annuellement pour informer le gouvernement sur les consommations. Si les objectifs de réduction ne sont pas atteints, le gouvernement québécois imposera aux villes l'installation de compteurs d'eau dans les secteurs commerciaux et introduira une taxation adéquate de la consommation d'eau pour toute sa population. L'installation de compteurs d'eau dans plusieurs entreprises peut être fastidieuse. De plus, un employé devra s'occuper non seulement de prendre les lectures, mais de facturer la consommation de l'eau et répondre aux citoyens sur les questions relatives à cette nouveauté<sup>18</sup>.

Par ailleurs, certaines lois fiscales provinciales votées ont eu un impact sur les subventions versées aux municipalités. À titre d'exemple, depuis 2014, la modalité de remboursement de la taxe de vente du Québec est changée. Avant cette année, le gouvernement versait un montant annuel pour compenser le fait que les villes du Québec ne récupéraient pas la taxe de vente du Québec sur ses produits et services taxables. Maintenant, les villes sont inscrites à la taxe de vente du Québec au même titre que les entreprises privées, et peuvent récupérer seulement 62.8% de la TVQ<sup>19</sup>.

Cette dernière loi résulte d'un pacte fiscal transitoire avec les municipalités et le gouvernement du Québec. Ce pacte a été signé en 2014 par le premier ministre Couillard. Un autre changement suite à ce pacte concerne la compensation pour tenant lieux de taxes. Une compensation pour tenant lieux de taxes est un montant que le gouvernement verse aux municipalités pour des immeubles qui sont exempts

---

<sup>18</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)

<sup>19</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)



de taxes foncières étant donné qu'elles appartiennent au gouvernement. Le gouvernement prévoit hausser ce montant pour les immeubles parapublics et pour les terres publiques<sup>20</sup>.

Finalement, la réorganisation des villes du Québec a été un projet important mis de l'avant par le gouvernement du Québec. Ce remaniement des municipalités fut une mesure législative dans le but de réorganiser et fusionner plusieurs municipalités québécoises. Ce projet a été initié en 2000 par le gouvernement québécois. La première phase du projet a été de regrouper plusieurs villes-centres. Cette réorganisation avait pour buts, entre autres, de faire des économies d'échelle, d'uniformiser les rôles d'évaluation et les taux de taxation et de permettre le partage des équipements et infrastructures. Ensuite, en 2003, un nouveau gouvernement arriva au pouvoir, le parti libéral, et une deuxième phase fût amorcée. En juin 2004, il y eut un processus référendaire pour défusionner certaines municipalités fusionnées en 2000-2001, car certains groupes s'opposaient à la réorganisation en remettant en doute leurs impacts. Il y a d'abord eu des études produites pour informer les gens sur les impacts des défusions. Ensuite, en mai 2004, les citoyens touchés par les villes fusionnées pouvaient signer un registre afin qu'un référendum ait lieu. Pour les villes où les signatures du registre ont été de plus de 10%, un référendum a eu lieu pour que les citoyens se prononcent sur la fusion ou défusion de leurs villes. Finalement, après le vote, la majorité l'a emportée à condition que le taux de participation ait été de 35%. C'est donc ainsi que certaines municipalités ont défusionné et que d'autres sont restées fusionnées. Dans tous les cas, la gouvernance de ces municipalités a été chamboulée par ces changements importants<sup>21</sup>.

---

<sup>20</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)

<sup>21</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)

#### 1.4 Problématique

Plus précisément, le sujet de ce mémoire vise à vérifier s'il existe un lien entre la performance financière des municipalités du Québec et le parti politique en place au niveau provincial.

Il y a plusieurs mouvements de manifestations que nous avons vues, dont la grève étudiante du printemps 2012, maintenant surnommé le printemps érable. Plusieurs partis politiques se forment, d'autres se dissolvent. Le parti au pouvoir change. Le gouvernement est parfois majoritaire, parfois minoritaire. Il y a même un mouvement qui veut séparer le Québec du reste du Canada pour en faire un pays indépendant.

En plus, le gouvernement dépense périodiquement des sommes phénoménales dans les périodes d'élections. Nous sommes donc en droit de nous demander si ces élections ont un impact. Bien entendu, il y a un impact sur les gens, car tel que mentionné plus haut, les partis ne partagent pas les mêmes idées. Par contre, est-ce qu'économiquement il y a un impact sur les citoyens ? Les payeurs de taxes ont droit de savoir. Il est grandement temps de s'y pencher.

Aucune étude n'a été faite sur ce sujet alors que l'économie du Québec est au cœur de plusieurs discussions. Certains articles ont été faits à travers le monde sur des sujets se rattachant quelque peu à cette étude. Par exemple, des études ont été faites sur l'impact des idéologies des partis, (Xu et Birch 1999, Karabegovic et al 2003, Bjørnskov et Potrafke 2012, Lavin, Moen et Davies 2013, Ansell 2014, Thompson et Rizova 2015) d'autres ont été faites sur les indicateurs de performance financière des municipalités (Zhems 1991, Ibrahim 1994, Park 1997, Gomes, Alfinito et Albuquerque 1999, Kelly et Riverbark 2002, Beckett-Camarata 2003, Bräuninger 2005, Proulx et Beauregard 2008, Rudolph 2009, Avellaneda 2009, Potrafke 2011,

Garcia-Sanchez, Mordan et Prado-Lorenzo 2012, Samkar et Alpu 2013, Correa, Alfini et Melo 2013, Dornfest, Sant et Anderson 2014, Cuadrado-Ballesteros, Mordán et García-Sánchez 2014). Mais aucune recherche n'a fait sur le lien entre les deux à notre connaissance. Notre étude est donc innovatrice et va ouvrir une piste intéressante pour des futures recherches.

Le principal but de l'étude est donc de voir l'impact économique sur les citoyens du parti politique provincial en place. Pour ce faire, plusieurs analyses de trajectoires seront faites sur divers facteurs ou indicateurs de la performance financière municipale, indicateurs qui seront établis en fonction de la revue de littérature. Une analyse de trajectoire sera donc faite entre le parti politique et chacun des facteurs financiers établis pour diverses municipalités.

La population des municipalités du Québec est de mille cent quarante-deux en 2014<sup>22</sup>. L'échantillon sera composé des municipalités ayant les populations les plus importantes. Finalement, l'étude s'étendra sur 20 ans afin de couvrir une bonne partie de la politique récente du Québec et surtout pour mieux refléter les effets des changements idéologiques. La figure 1.2 illustre le parti politique en place durant les années de notre étude.

Figure 1.2 Parti politique en place et les années au pouvoir

1995-2002	2003-2012	2012-2013	2013-2014
Parti Québécois	Parti Libéral Québécois	Parti Québécois	Parti Libéral Québécois

---

<sup>22</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)

### 1.5 Contributions de l'étude

Tel que mentionné, la contribution de l'étude sera importante, car elle est pionnière sur le sujet. De plus, l'étude est faite avec la volonté de proposer des preuves empiriques de l'impact du parti politique en place sur les finances municipales. Ensuite, nous croyons que les résultats de l'étude empirique pourraient avoir un effet sur le vote futur des contribuables, car ils seront plus informés. Finalement, nous trouvons importante l'étude, car la société a le droit d'avoir des attentes par rapport à la gouvernance du gouvernement.



## CHAPITRE II

### THÉORIES, REVUE DE LA LITTÉRATURE ET HYPOTHÈSE DE RECHERCHE

La politique est de plus en plus critiquée et surveillée dans le monde. Les scandales financiers, les scandales sur les politiciens, les inégalités sociales, les taux d'endettement gouvernementaux élevés, les diverses manifestations et les guerres en sont quelques causes. Pourtant, dans les régimes démocratiques, ce sont les contribuables qui élisent les partis au pouvoir. Les taux de participation aux élections sont en baissent (par exemple, tel que mentionné plus tôt, aux élections fédérales canadiennes, le taux de participation est passé de 75% en 1965 à 61% en 2011<sup>23</sup>) et la population semble se rebeller et faire de moins en moins confiance au système (Samara 2013). Les gens se plaignent aussi des coupes budgétaires et de l'augmentation de toute forme de taxation. Ce sont toutes des raisons qui pourraient indiquer que les décisions gouvernementales ont un impact sur les citoyens.

Ce chapitre présentera d'abord la théorie du pouvoir ainsi que les principales idéologies politiques démocratiques, soit le socialisme national et le capitalisme libéral. Ensuite, nous discuterons des différentes façons de mesurer la performance financière d'une municipalité. Et finalement, nous présenterons une revue des études qui ont été faites sur le lien entre l'idéologie politique et la performance financière municipale, ainsi que celles qui ont porté sur d'autres sujets connexes.

---

<sup>23</sup> [www.elections.ca](http://www.elections.ca)

## 2.1 Théorie du pouvoir

Le pouvoir est présent sous plusieurs formes dans notre quotidien, que ce soit au travail, à la maison, dans nos loisirs ou dans toutes autres activités de tous les jours. Il est défini de diverses façons<sup>24</sup>. Le pouvoir est la possibilité et les moyens de faire quelque chose. C'est d'avoir une caractéristique ou une capacité ainsi que la latitude de faire quoi que ce soit. Louis de Bonald a développé la théorie du pouvoir politique et religieux en 1796. De par ses études, Bonald a établi que le pouvoir et la volonté sont de même nature et que le pouvoir politique provient du tout que forment les citoyens. Selon l'auteur, sans la participation citoyenne, le pouvoir publique ne peut y être. Par la suite, en 1921, Weber a défini le pouvoir d'une autre façon. Ce dernier l'a défini comme la chance de triompher sa propre volonté au sein d'une relation sociale. Finalement, Foucault s'est penché en 1976 sur les stratégies du pouvoir. Ce dernier conclut que le pouvoir vient si on arrive à discipliner ses sujets, en utilisant une fine technique politique pour rendre les gens dociles sans qu'ils ne s'en rendent compte. Les auteurs ne sont donc pas tous du même point de vue, mais quoi qu'il en soit, ils parlent tous des citoyens et des partis en place.

## 2.2 Idéologie des partis politiques

Dans les régimes démocratiques, chaque contribuable vote pour le parti politique qui, selon chacun, a les meilleures idées et les compétences les plus adéquates pour gouverner le pays, l'État, la province ou la municipalité. Le parti ayant le plus grand nombre d'élus gagne et est au pouvoir. Par la suite, les différents gouvernements au pouvoir prennent des décisions au nom des contribuables afin d'assurer le bon déroulement de la nation. Plusieurs régimes politiques existent.

---

<sup>24</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

Au Québec, les contribuables ont principalement trois instances gouvernementales qui prennent les décisions : le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et le conseil municipal. Bien que l'instance la plus près des citoyens soit le conseil municipal, ce n'est pas celui qui a nécessairement le plus d'impact sur les citoyens, car les lois fédérales et provinciales ont généralement une portée plus large et plus importante. De plus, les municipalités sont des compétences provinciales, c'est-à-dire que les pouvoirs législatifs sont attribués par la province.

Deux idéologies principales existent en politique démocratique : le socialisme national et le capitalisme libéral. Dans les paragraphes qui suivent, nous analyserons ces différentes idéologies.

#### 2.1.1 Socialisme national

Une des idéologies importantes en politique démocratique est le socialisme national. Cette idéologie se classifie de gauche. Les principes de base de cette idéologie sont l'indépendance, la démocratie, une société unie et la participation de l'État dans le plus de sphères possible.

Pena (2010) a exploré les quatre aspects du socialisme qui mènent vers une société durable. Premièrement, il a exploré l'aspect politique. Le système doit être démocratique. Il doit promouvoir les intérêts de la société y compris la justice, la paix, la sécurité et le maintien d'un milieu hospitalier sain. Deuxièmement, il a regardé l'aspect économique. L'économie doit être sous la direction du gouvernement et le profit à court terme est rejeté. La vision est sur le long terme et le gouvernement est très présent. Troisièmement, Pena (2010) a examiné l'aspect culturel. La culture est un point vital pour la durabilité de la société. Une nation indépendante et libre est tout aussi vitale. L'individualisme est rejeté pour une vision de société globale.

L'éducation et la culture du passé sont importantes. Finalement, l'aspect écologique, dans le même ordre d'idées de société saine, est un aspect important pour le bien-être et la durabilité.

Bref, comme le résumait bien Bradley et Donway (2010), le socialisme est une vision participative de l'État. De plus, Esteller-Moré (2005) a établi que les gouvernements de gauche ont tendance à exercer un plus grand effort pour assumer la conformité fiscale.

Pour ce qui est du Québec, les principaux partis politiques autorisés qui s'approchent le plus de cette politique de gauche, qu'est le socialisme national, sont Québec solidaire et le Parti Québécois<sup>25</sup>. Quant aux États-Unis, le parti de gauche est le parti démocrate.

### 2.1.2 Capitalisme libéral

Une autre idéologie importante d'une société démocratique est le capitalisme libéral. Cette idéologie se classifie de droite. Les principes de cette idéologie sont le profit, la privatisation, le libre marché et la participation de l'État dans le moins de sphères possibles (le désengagement de l'État).

Balakrishnan, Duval et Primeaux (2003) ont publié un article axé sur les bases du capitalisme. Ils décrivent le capitalisme comme une vision de travail automatisé où la technologie est au cœur des préoccupations de la société. De plus, la technologie peut, selon cette idéologie, résoudre tout problème. La société est plus individualiste et la quête du profit est le but premier. La vision est sur le court terme et va vers la

---

<sup>25</sup> [www.quebecpolitique.com](http://www.quebecpolitique.com)



mondialisation. Bradley et Donway (2010) ont d'ailleurs expliqué que la vision du capitalisme est orientée vers le libre marché et vers une absence de restrictions pour faire du profit.

Dans le même ordre d'idées, un ouvrage a été publié par Ernesto Gantman (2005) dans lequel l'auteur affirme que dans une société capitaliste, la satisfaction personnelle est prônée. Il dit aussi que le gouvernement est moins présent et il insiste sur la dérèglementation et la privatisation. Il parle, lui aussi, d'absence de réglementation et un fort individualisme.

Pour ce qui est du Québec, le principal parti politique autorisé qui se rapproche le plus de cette politique de droite, qu'est le capitalisme libéral, est le Parti libéral québécois et la coalition avenir Québec<sup>26</sup>. Aux États-Unis, le parti de droite est le parti républicain.

### 2.1.3 Influence des partis

Bien évidemment, on remarque que les idées et la vision de ces deux idéologies sont très différentes. De par le fait même, on s'attend à ce que les décisions à prendre devant une problématique ou une intervention à faire, soient différentes aussi. Un parti politique est d'ailleurs une organisation politique réunie par un ensemble d'opinions et d'intérêts. C'est une structure dont les membres mènent une action collective de la société. Un parti a ses propres idées et visions, différentes d'un autre parti<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> [www.quebecpolitique.com](http://www.quebecpolitique.com)

<sup>27</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr)

Par exemple, selon la théorie du capitalisme, le gouvernement est moins présent et prône le profit court terme. On s'attend à ce que les dépenses des municipalités soient plus basses et les revenus de transferts plus bas, étant donné que le gouvernement libéral prône une implication de l'État limitée. On peut donc s'attendre à ce que les municipalités reçoivent moins de subventions et engendrent moins de dépenses. L'inverse serait attendu avec un gouvernement péquiste, selon la théorie socialiste.

Nous pouvons d'ailleurs le voir en pratique avec le changement de gouvernement au pouvoir qui a eu lieu en 2013. Les libéraux maintenant au pouvoir ont fait de grandes coupures notamment dans la santé, dans les garderies, dans le réseau public et autres. Cela reflète exactement la vision du capitalisme de limiter l'intervention de l'État et plutôt avoir la philosophie de l'utilisateur payeur.

## 2.2 Évaluation de la performance financière municipale

Le principal revenu d'une municipalité est la taxe foncière sur les bâtiments et sur les terrains. Ce sont des revenus qui proviennent directement des citoyens. Ces derniers sont donc en droit de se demander où va l'argent de leurs taxes et comment sont gérées les finances municipales. Ils sont même en droit de se demander si la municipalité est performante financièrement. Mais comment déterminons-nous la performance financière d'une municipalité ? Les rapports financiers municipaux sont très longs et très complexes, de quoi décourager les utilisateurs.

Le secteur municipal est un domaine très différent de celui des entreprises. Leur fonctionnement, leurs buts et leurs structures ne sont pas comparables. Il est donc normal que l'évaluation de leur performance se fasse différemment aussi. Dans le secteur des entreprises, souvent le profit est le but premier (du moins pour les

entreprises à but lucratif). Dans le secteur municipal, le but est de satisfaire les citoyens.

Dans une étude, Samkar et Alpu (2013) ont déterminé les facteurs qui influençaient le degré de satisfaction des citoyens vis-à-vis des services municipaux. Leur étude a révélé les facteurs principaux qui expliquent la satisfaction des citoyens envers la municipalité. Par ordre décroissant des plus importants aux moins importants : la collecte d'ordures et le nettoyage de l'environnement, la réglementation du transport et de la circulation, les activités culturelles et artistiques, les infrastructures et la planification et le développement urbain.

D'un côté financier, les citoyens, à même leurs taxes foncières, paient la dette municipale. Depuis plusieurs années, le budget zéro, c'est-à-dire le fait de budgéter les dépenses égalent aux revenus, est donc visé par les villes afin de minimiser la dette et encore une fois satisfaire les citoyens. Kelly et Riverbark (2002) ont fait un sondage auprès de 460 villes états-uniennes et l'étude a révélé que 77% de ces villes utilisent un programme de budget zéro. Au Québec, le budget zéro fait partie du plan économique de la province<sup>28</sup>.

Bien évidemment, il faut être attentif à autre chose que le budget zéro pour évaluer la performance financière d'une ville. Zhems (1991) a développé une série de ratios financiers pour fournir aux utilisateurs des indices sur les résultats et sur le bilan des municipalités états-uniennes. Plusieurs ratios ont été analysés dont la dette à long terme sur la population, les revenus réels du fond général sur les revenus budgétés du fond général, les dépenses réelles du fond général sur les dépenses budgétées du fond général, le bénéfice sur les revenus et les revenus sur les actifs.

---

<sup>28</sup> [www.budget.finances.gouv.qc.ca](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca)

À leur tour, Gomes, Alfinito et Albuquerque (1999) ont utilisé des données financières municipales afin d'analyser la performance des villes brésiliennes. Les données utilisées ont été les revenus, plus particulièrement, les revenus de taxes. Ils ont aussi utilisé les dépenses totales et ont inclus dans leur modèle la taille de la population des villes. Les résultats de l'étude ont démontré que plus la ville a une grande population, plus elle a des possibilités d'augmenter les revenus des taxes foncières. De plus, plus la population est grande, plus les villes sont dans la capacité de réduire les dépenses.

Finalement, l'auteur Beckett-Camarata (2003) a mesuré la performance financière municipale états-unienne à l'aide des indicateurs tels que les obligations, la dette à long terme per capita, le ratio des revenus du fonds général sur les dépenses générales, les revenus de transferts et le taux de taxation foncière.

Pour résumé, le taux de taxation, les dépenses, la dette per capita, le budget zéro et les revenus des villes, constituent les principaux indicateurs utilisés dans la littérature afin de déterminer la performance financière des municipalités.

### 2.3 Revue des études antérieures

Les articles tentant de lier la performance financière municipale et le parti politique au pouvoir sont quasi-inexistants. Dans ce sens, les résultats de notre étude seront d'une contribution majeure. Par contre, d'autres articles sur des sujets connexes ont été publiés, tel que ceux déterminant l'impact des idéologies politiques sur diverses sphères économiques (Xu et Birch 1999, Bjørnskov et Potrafke 2012, Lavin, Moen et Davies 2013, Ansell 2014, et Thompson, Rizova 2015, Alfinito et Albuquerque 1999, Correa, Alfinito et Melo 2013, Park 1997, Rudolph 2009, Avellaneda 2009, Ibrahim 1994, Bräuninger 2005, Potrafke 2011, Proulx et Beauregard 2008, Dornfest,

Sant et Anderson 2014, Garcia-Sanchez, Mordan et Prado-Lorenzo 2012 et Cuadrado-Ballesteros, Mordán et García-Sánchez 2014). D'autres études ont aussi été faites sur l'évaluation et les déterminants des indicateurs de la performance financière municipale, par exemple, le taux de taxation, la gestion des dépenses, la gestion de la dette et sur les revenus comme mesures de cette performance.

### 2.3.1 Impact des idéologies politiques sur l'économie

Tout d'abord, certaines études ont examiné l'impact des régimes politiques en place sur différentes sphères de l'économie et sur les idéologies des partis. Dans ce sens, l'étude de Xu et Birch (1999) a exploré l'impact des différents régimes politiques sur les entreprises publiques en Argentine pour les années 1973 à 1981. En fait, les chercheurs ont enquêté sur la performance économique de ces entreprises et le fait qu'elle pourrait être influencée par des idéologies politiques. Trois objectifs opérationnels des entreprises ont été identifiés, soit la maximisation du profit, la maximisation de la productivité ou la maximisation des employés. Les auteurs ont identifié lequel de ces buts chaque entreprise de l'échantillon poursuivait sur les différentes années examinées. Ensuite, à l'aide d'une analyse de régression, ils ont analysé si les changements d'objectifs durant les années avaient un lien avec le parti politique en place. Leurs résultats empiriques montrent que le parti politique en place a un impact sur le comportement de ces entreprises publiques. C'est-à-dire que selon leur étude, il existe un lien entre l'objectif opérationnel que vise une entreprise et le parti politique en place en Argentine.

Bjørnskov et Potrafke (2012) ont quant à eux examiné la façon dont l'idéologie politique a influencé la libéralisation économique dans toutes les provinces canadiennes de 1981 à 2005. L'étude a été faite en tenant compte des différences entre les gouvernements provinciaux de droite et de gauche. Pour mesurer la



libéralisation économique, ils ont utilisé un ensemble de données établi par Karabegovic et al (2003). Cet indice de liberté économique comporte trois volets : la taille du gouvernement, la structure fiscale et la liberté du marché du travail. Plus spécifiquement, la liberté du marché du travail est mesurée par le salaire minimum, la densité syndicale et le pourcentage d'emplois gouvernementaux sur le total d'emplois de la province. Les indicateurs donnent des valeurs de liberté économique entre 0 et 10. Cette variable est la variable dépendante, la variable indépendante étant le parti politique en place. Les résultats de l'analyse de régression ont montré que l'idéologie du gouvernement n'a pas influencé la libéralisation de l'économie globale. En revanche, elle a une forte influence sur la liberté du marché du travail. En fait, les gouvernements de droite ont été plus actifs dans la promotion de la liberté du marché du travail, dont au niveau du salaire minimum, de la densité syndicale et des emplois gouvernementaux

Un an plus tard, Lavin, Moen et Davies (2013) ont analysé les perceptions des contribuables états-uniens qui paient de l'impôt fédéral sur le revenu en fonction de leur idéologie politique. À l'automne 2011, les auteurs ont envoyé des questionnaires à des citoyens américains qui devaient répondre à quelques questions sur leurs déclarations de revenus fédérales. Il y avait aussi des questions démographiques et politiques afin de classer les répondants selon leur préférence idéologique d'un parti politique. L'étude a révélé que la perception des citoyens est différente dépendamment de leurs idéologies. Le questionnaire a montré, suite à une analyse de corrélation, de nombreuses similitudes dans les réponses des gens appartenant à la même idéologie politique.

Durant la même année, suite à l'effondrement des prix de l'immobilier aux États-Unis, un chercheur, Ansell (2014), a relié les prix des logements aux préférences politiques sociales. L'auteur a fait son étude sur les États-Unis et le Royaume-Uni

entre 1975 et 2001. La variation des prix des loyers (en pourcentage) sur les vingt-six années, utilisée comme variable indépendante et l'idéologie du parti (dichotomique), utilisée comme variable dépendante sont analysées. Essentiellement, Ansell a conclu que lorsqu'il y a une hausse des prix de l'immobilier, les partis de droite ont plus de chance d'être élu. Les partis politiques de la droite sauront, pour répondre aux hausses des valeurs des propriétés, réduire les dépenses sociales sensiblement.

Finalement, Thompson et Rizova (2015) ont proposé un modèle pour démontrer comment le gouvernement pouvait créer de la valeur publique. L'étude est faite sur les États-Unis et se base sur les recherches antérieures. Les chercheurs en sont arrivés à la conclusion, suite à une revue de littérature, que la création de valeurs se fait via la stabilité et la gestion des risques. Ils ont construit leur modèle selon ces conclusions. Ce modèle se base sur le fait que maximiser la valeur publique signifie maximiser l'avantage net pour les citoyens et maximiser la dotation en ressources.

### 2.3.2 Études sur les indicateurs de performance financière des villes

Ensuite, en se rapprochant de notre sujet, des études ont été faites sur les indicateurs de la performance financière d'une ville tel que, la population, le taux de taxation, la gestion des dépenses, la gestion de la dette et les revenus.

#### 2.3.2.1 La population

Comme nous avons vu plus tôt dans l'étude de Gomes, Alfinito et Albuquerque (1999), la population est un facteur important pour une ville. Dans le même ordre d'idées, Correa, Alfinito et Melo (2013) en sont venus à la même conclusion. Leur étude a consisté à tenter de contribuer à la gestion de la performance en fournissant des preuves empiriques sur certains facteurs déterminants qui sont susceptibles de

donner un rendement financier supérieur au gouvernement local. Pour ce faire, ils ont analysé des résultats financiers des villes brésiliennes pour la période 2005 à 2008. La première variable indépendante qui est utilisée est la qualification du maire. Elle est mesurée par l'âge du maire, l'éducation du maire et son expérience dans l'administration publique. La deuxième variable indépendante mesurée est la population. La population est mesurée en nombre par la taille de celle-ci. Finalement, la variable dépendante étudiée est la performance financière des villes brésiliennes. Cette performance est mesurée par les revenus totaux et les dépenses totales. Ils en sont venus à la conclusion que les grandes villes sont plus susceptibles de gérer les recettes et les dépenses que les petites villes, principalement grâce à la fragmentation. Cette conclusion découle des constatations que dans les petites municipalités, les maires ont moins de conditions pour améliorer la performance financière en raison de la difficulté d'élever, de collecter les impôts et de réduire des dépenses, ce qui rend leurs administrations beaucoup plus dépendantes de sources monétaires extérieures. Finalement, ils concluent que quant à la qualification du maire, elle est susceptible d'avoir un effet peu significatif sur la performance. Dans notre étude, nous n'analyserons pas la variable population, car elle dépend de bien d'autres facteurs, tel que la qualité de vie, les guerres, les famines et autres situations majeures.

#### 2.3.2.2 Le taux de taxation

Un autre indicateur financier de la performance municipale est le taux de taxation foncier. Un des aspects ayant été étudiés est le lien entre le taux de taxation et la situation financière du gouvernement fédéral américain. L'étude a été motivée par le fait qu'il a eu des différences entre les taux d'impôts actuels versus les taux d'impôts attendus. Park (1997) a fait une analyse sur les villes états-uniennes pour les années 1965 à 1995. Afin de déterminer la situation financière d'une Ville, Park (1997) a défini les variables significatives ainsi : la dette nette fédérale en pourcentage, les



déficits budgétaires mesurés en pourcentage de la dette et l'inflation mesurée aussi en pourcentage. La variable dépendante est, bien sûr, le taux de taxation, mesurée en pourcentage. Il a établi qu'il existait une relation positive entre le taux de taxation futur et la dette actuelle. Donc, plus la dette actuelle est élevée, plus le taux de taxation sera élevé par la suite, plus la situation financière d'une ville est en mauvais état, plus le taux de taxation sera élevé.

Plus tard, Rudolph (2009) a fait une recherche sur le gouvernement fédéral américain, pour analyser la relation entre la confiance politique, l'idéologie et le soutien du public pour la coupe de taxes. Les résultats ont montré que la confiance envers le parti politique augmente l'effort du parti à réduire les impôts. L'auteur a utilisé les données d'un sondage du National Election Study, de 2002, 2003 et 2004. Dans ce sondage, la confiance politique est mesurée en demandant aux gens, par sondage, s'ils ont confiance en Washington pour poser les actions et prendre les décisions qui sont justes. La réponse devant être choisie entre, presque toujours, la plupart du temps, rarement ou jamais. Une variable de contrôle leur demandant leur idéologie politique a été introduite (gauche, modérée ou droite). Finalement, diverses questions sur la taxation ont été posées pour déterminer l'appui à la réduction des taxes. L'auteur soutenait que la confiance politique devrait augmenter le soutien du public à la réduction de l'impôt. Les résultats vont dans ce sens et montrent que la confiance au parti en place augmente l'appui des citoyens à une variété d'initiatives pour réduire les impôts, mais pour le parti de gauche seulement. En outre, la confiance est une ressource qui peut renforcer le soutien au parti, peu importe le parti.

Dans un autre ordre d'idées, Avellaneda (2009) a évalué l'impact de la qualité du maire sur les finances publiques municipales colombiennes, en termes de collecte d'impôts fonciers et des dépenses dans les programmes sociaux. La première variable dépendante est la collecte d'impôts fonciers, mesurée en dollar par habitant. La

deuxième variable dépendante est les dépenses dans les programmes sociaux, mesurées en dollar par habitant. La variable indépendante est la qualité du maire, mesurée par son éducation et son expérience dans le domaine public. L'étude, réalisée sur les années 2000 à 2004, a démontré que plus le maire est scolarisé et qu'il a de l'expérience liée à l'emploi, plus les impôts fonciers et les dépenses pour la population seront élevés.

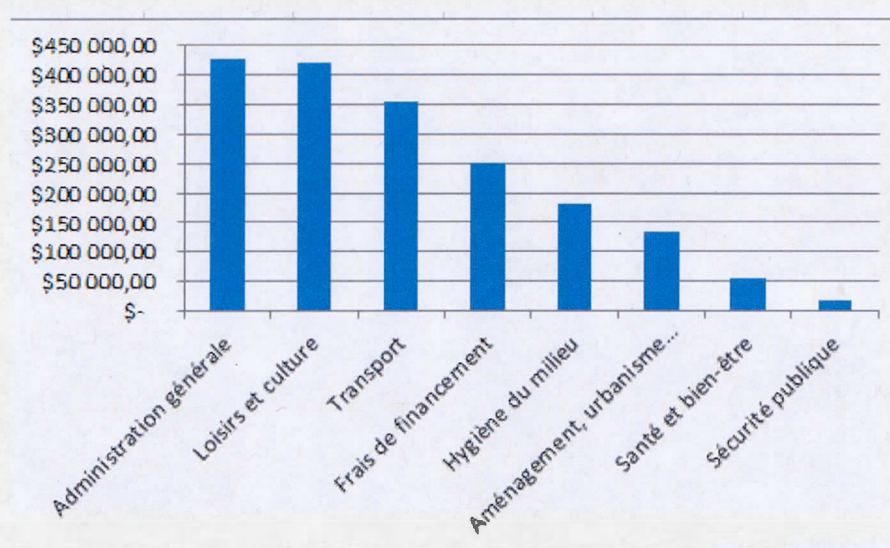
### 2.3.2.3 La gestion des dépenses

La gestion des dépenses est un autre indicateur financier important. Dans l'intention de voir si la politique fait une différence, et après avoir analysé les dépenses des collectivités locales, Ibrahim (1994) a évalué les différences dans les dépenses publiques (variable dépendante) sous trois types de partis au contrôle (variable indépendante) en Angleterre pour les années 1982 à 1989. Les résultats de l'analyse montrent une différence dans la gestion des dépenses, dépendamment du parti politique au pouvoir. Plus précisément, le parti de gauche fait de plus grosses dépenses que le parti de droite et qu'un parti minoritaire.

Plus d'une décennie plus tard, Bräuninger (2005) s'est intéressé à dix-neuf pays de L'OCDE pour la période 1971 à 1999. Le but de l'étude était de déterminer l'effet de la politique des partis sur les résultats financiers gouvernementaux. Entre autres, l'étude tentait aussi de déterminer s'il existe une différence dans la répartition des dépenses dépendamment de l'idéologie du parti au pouvoir. La variable indépendante de l'étude, le parti politique en place, est mesurée par les variables nominales de 1 à n et la variable dépendante de l'étude, les dépenses totales par secteur, est mesurée en dollars. Les résultats suggèrent que les préférences en matière de dépenses diffèrent systématiquement entre les partis de droite et les partis de gauche. Plus précisément, les gouvernements de gauche ont des dépenses sociales plus élevées, mais cette

différence n'est pas significative avec le parti de droite. Ce qui est majeure comme distinction, c'est que les partis élus investissent plus dans les programmes qu'ils ont promus lors des élections. Il existe donc une différence dans la répartition des dépenses dépendamment du parti au pouvoir. À titre d'exemple, les sources de dépenses et le montant de ces dépenses pour l'année 2014 pour la Ville de Montréal sont présentés dans la figure 2.1.

Figure 2.1 Répartition des dépenses de la Ville de Montréal pour l'année 2014



Enfin, Potrafke (2011) a examiné si l'idéologie du gouvernement a influencé la répartition des dépenses publiques consacrées à l'éducation et les affaires culturelles dans les états allemands. Pour faire l'étude, l'auteur s'est concentré sur les années 1974 à 2006. Bien évidemment, la variable dépendante est la dépense publique annuelle en éducation et affaires culturelles, mesurée en dollars. La variable indépendante est le parti en place, soit le parti SPD de gauche (gouvernement de gauche allemand) ou le parti conservateur CDU (gouvernement de droite allemand),



mesurée de manière dichotomique. Les résultats des analyses de régression montrent que les gouvernements de gauche ont augmenté les dépenses dans l'enseignement public, alors que les gouvernements de droite ont dépensé plus dans les universités. Il conclut que ces modèles de dépenses sont en ligne avec les idéologies de chaque parti.

#### 2.3.2.4 La gestion de la dette

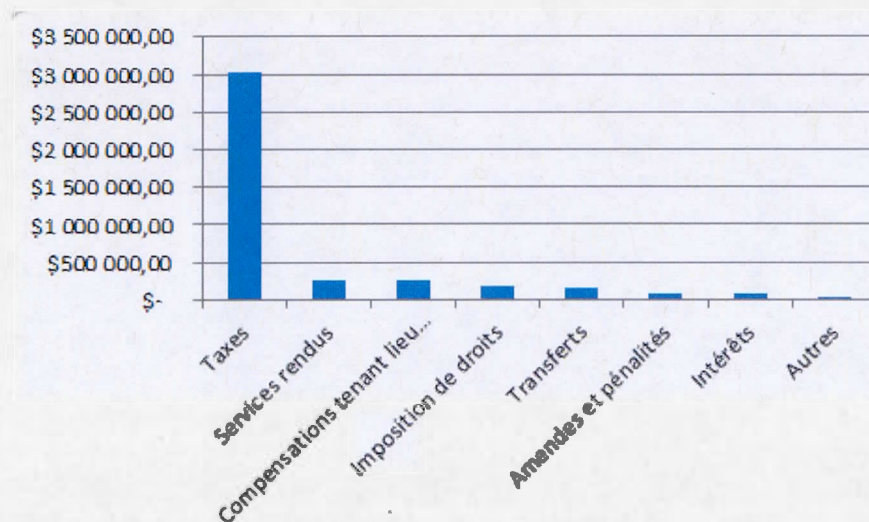
Proulx et Beauregard (2008) ont fait une étude qualitative afin de connaître les pratiques municipales québécoises en ce qui a trait à la gestion de la dette, les processus d'achat et les infrastructures, tout en tenant compte des normes imposées par le gouvernement provincial. Ils ont fait des entrevues semi-structurées individuelles avec les villes ayant entre 25 000 et 80 000 citoyens. Ils ont conclu que toutes les municipalités essaient de contrôler leurs coûts d'une manière forte, afin de combler les coupes provinciales. Par contre, les villes ne partagent pas le même point de vue sur la question du comment faire. Certaines villes sont plus dynamiques et actives dans la recherche d'économies, l'amélioration du fonctionnement et de l'innovation que d'autres. Certaines villes ont des systèmes décentralisés alors que d'autres ont des systèmes centralisés. Certaines préfèrent réduire leurs coûts et d'autres préfèrent hausser les taxes. Certaines ont des systèmes informatiques sophistiqués alors que d'autres ne sont pas technologiques. Bref, les auteurs ont trouvé de nombreuses pratiques différentes à travers les municipalités, des pratiques dont le but est toujours d'obtenir de meilleurs résultats financiers.

#### 2.3.2.5 Les revenus

Finalement, Dornfest, Sant et Anderson (2014) ont étudié les systèmes d'impôts fonciers canadiens et états-uniens. Cette recherche a permis de montrer qu'il y avait

de plus en plus de coupures de subventions des gouvernements supérieurs aux gouvernements locaux. Leur but était de mettre à jour l'information sur les systèmes d'impôts fonciers au Canada et aux États-Unis, suite aux changements dans la législation depuis la récession économique de 2009. Les données étaient déjà disponibles pour les années 1999 à 2009. Ils ont donc envoyé un questionnaire à différents États ou provinces au sujet des années 2009 à 2012. Les questions ont permis de voir quelles pratiques fiscales sont utilisées et dans quelle proportion elles le sont. Ils ont ensuite comparé leurs résultats de 2009 à 2012 à ceux de 1999 à 2009, afin de relever les changements de pratique. Une des questions du questionnaire portaient sur les subventions des gouvernements. Cette question a montré que les subventions étaient plus basses de 2009 à 2012 que de 1999 à 2009. Cette baisse serait due aux faiblesses économiques des finances publiques. À titre d'exemple, les sources de revenus et le montant de ces revenus de l'année 2014 pour la Ville de Montréal sont présentés dans la figure 2.2.

Figure 2.2 Répartition des revenus de la Ville de Montréal pour l'année 2014



#### 2.4 Performance financière et Parti politique au pouvoir

Sans toutefois faire le lien direct entre le parti politique en place et tous les indicateurs de la performance financière municipale, des études antérieures ont examiné isolément certains d'entre eux ou des aspects qui s'en approchent, en lien avec le système politique.

C'est le cas notamment de l'étude de Garcia-Sanchez, Mordan et Prado-Lorenzo en 2012, qui a examiné le rôle de l'idéologie politique sur la situation financière de l'administration publique de l'Espagne, pour la période de 1988 à 2008. La situation financière (variable expliquée) est mesurée au moyen d'une analyse de solvabilité. Plus précisément, la solvabilité est mesurée via trois dimensions, soit la solvabilité court terme, la solvabilité au niveau des services et la solvabilité budgétaire. Cette variable est intégrée dans un modèle de régression avec la variable explicative, soit le parti politique en place. Les résultats montrent que les municipalités régies par les partis politiques de gauche sont moins bien loties financièrement que celles régies par les partis de droite.

Dans le même ordre d'idées, Cuadrado-Ballesteros, Mordán et García-Sánchez (2014) ont analysé soixante-seize villes espagnoles. Le but de leur étude était de voir s'il existait un lien entre la gestion de la qualité de vie des citoyens et la santé financière des collectivités. La qualité de vie, variable dépendante, est mesurée par divers indicateurs. Le premier étant un score, suite à une macro enquête faite sur 9 000 citoyens de grandes villes espagnoles. Les répondants évaluaient des indicateurs tels que la situation sociale, la situation économique, fonctionnelle et physique de leur ville. Le deuxième indicateur est le développement urbain d'une ville. Des experts en évaluation ont choisi les trois meilleures villes d'Espagne selon une série d'indicateurs. Le troisième indicateur a été mesuré grâce à des interviews

téléphoniques dans lesquels les auteurs demandaient à des citoyens de répondre à diverses questions au sujet du développement durable urbain, l'environnement, la sécurité, la culture, les services sociaux et l'économie. Le score final est la somme pondérée de chacun des indicateurs. Finalement, des données supplémentaires ont été demandées aux administrations municipales en particulier des indicateurs municipaux. Quant à la santé financière, variable indépendante, elle est mesurée par un indice obtenu à l'aide du modèle de Brown (1993) (mis à jour par Kloha et al., 2005 ; Zafra et al., 2009) et Garcia et al. (2012). Ce modèle mesure la santé financière des municipalités via des ratios de solvabilité. L'étude a montré qu'en général, les citoyens qui vivent dans une municipalité avec une bonne santé financière ont une meilleure qualité de vie. De plus, les municipalités régies par les partis de droite ont tendance à avoir des niveaux de qualité de vie plus élevés.

La revue de littérature montre que les partis politiques ont des impacts sur diverses sphères gouvernementales, soit l'économie, la gestion des ressources, le marché du travail et autres. Divers liens ont été faits, mais notre étude sera l'une des premières à faire une analyse du lien direct entre le parti politique et la performance financière municipale en utilisant plusieurs indicateurs de performance au Québec. De plus, c'est la première étude du genre dans le contexte québécois.

## 2.5 Hypothèses de recherche

Dans la littérature, on a vu que les partis de gauche sont plus impliqués dans les sphères de la société, et que les partis de droite le sont moins. Nous nous attendons donc à ce que les performances financières des municipalités varient selon le parti au pouvoir.



Au regard de la théorie et des différentes études faites par le passé, l'hypothèse suivante est formulée.

H1 : Il y a une relation entre le parti politique en place et la performance financière des municipalités.

En regardant chaque indicateur en fonction du parti politique en place, voici ce à quoi nous nous attendons en plus. Pour commencer, nous nous attendons à ce que les dépenses soient moins élevées aux municipales pour un parti de droite en place au provincial que pour un parti de gauche au pouvoir au provincial. Cette attente est en lien avec l'étude d'Ibrahim (1994) dont nous avons discutée dans la revue de littérature. Ses résultats d'analyse montraient une différence dans la gestion des dépenses, dépendamment du parti politique au pouvoir. Plus précisément, le parti de gauche fait de plus grosses dépenses que le parti de droite et qu'un parti minoritaire. Nous nous attendons à l'opposé pour un parti droitiste étant donné qu'il prône un profit court terme. Étant donné que le parti provincial de droite fait moins de dépenses au niveau de la province, il est attendu que les dépenses au niveau des municipalités soient de même.

Nous nous attendons à ce que le budget zéro soit plus visé quand un parti de gauche est en place, car un des aspects du socialisme national est le rejet du profit court terme, alors que le profit est un des buts ultimes du capitalisme libéral. Donc, le contraire est attendu pour un parti de droite, qui voudra obtenir un surplus.

Dans le même ordre de pensée du profit court terme et de l'intervention minimale de l'État, nous croyons que les partis de droites seront plus enclins à diminuer la dette par capita. Le parti préfère stimuler l'économie et le fardeau d'une dette diminue la possibilité de croissance.



Pour les revenus totaux et le taux de taxation, la même logique s'applique que pour la dette, le budget zéro et les dépenses. Nous croyons donc que les revenus totaux et les taux de taxation seront plus bas quand un parti politique au gouvernement du Québec sera droitiste.

Finalement, notre expectation pour les revenus de transfert est que les partis de gauche seront plus impliqués, donc verseront plus de subventions que les partis de droite. Les partis de droite prônent plutôt que l'État intervienne moins alors que l'idéologie est l'inverse pour les partis de gauche.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Le but de cette étude corrélationnelle est d'explorer s'il existe un lien entre les indicateurs de performance financière des municipalités et le parti politique au pouvoir au gouvernement provincial.

#### 3.1 Échantillon, collecte et sources des données

La collecte de données pour analyser la performance financière des municipalités s'est faite en partie sur le site web du Ministère des Affaires municipales et organisation du territoire. Pour les autres données qui ne sont pas disponibles sur ce site, nous avons fait une demande d'accès à l'information aux villes du Québec pour obtenir des informations contenues dans les rapports financiers consolidés des municipalités. Les données recueillies sont en dollars pour les informations financières, et en proportion pour les taux de taxation.

Pour connaître les partis politiques provinciaux au pouvoir durant les vingt dernières années, les données sont récoltées sur le site web d'élections Québec. Les données recueillies sont qualitatives : parti québécois ou parti libéral québécois<sup>29</sup>.

---

<sup>29</sup> [www.electionsequbec.qc.ca](http://www.electionsequbec.qc.ca)

En 2014, le nombre de municipalités au Québec était de mille cent quarante-deux<sup>30</sup>. Un échantillon représentatif de la population a été sélectionné aléatoirement, soit un échantillon de municipalités parmi toutes les municipalités du Québec. Pour avoir un échantillon représentatif, quatre-vingt-dix-huit municipalités sont choisies (Seuil de signification de 10%). Les quatre-vingt-dix-huit municipalités sélectionnées sont celles qui ont la plus grande population en 2014.

Sur les quatre-vingt-dix-huit municipalités sélectionnées dans l'échantillon, une ville s'est trouvée dans l'incapacité de nous fournir les informations demandées. Notre échantillon est donc composé plutôt de quatre-vingt-dix-sept municipalités.

Pour l'étendue des années analysées, vingt années, 1995 à 2014, sont examinées pour avoir une grande couverture des changements de partis politiques provinciaux en place. La période ne va pas plus loin, car les enjeux ont beaucoup changé avec le temps.

### 3.2 Modèle, variables et mesures

#### 3.2.1 Le modèle

Pour atteindre les objectifs de recherche, le modèle suivant sera utilisé comme base d'analyse :

$$Y = a + b_1X_1 + b_nVC + \varepsilon$$

Où Y = performance financière des municipalités

---

<sup>30</sup> [www.mamrot.gouv.qc.ca](http://www.mamrot.gouv.qc.ca)

$X1$  = parti politique au pouvoir

$VC$  = variables de contrôle

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

### 3.2.2 Principales variables de l'étude et leurs mesures

Dans cette étude, il y a deux principales variables : la performance financière des municipalités (variable expliquée ou dépendante) et le parti politique au pouvoir au niveau du gouvernement du Québec (variable explicative ou indépendante). Ainsi, nous supposons que le parti politique au pouvoir va influencer la performance financière des municipalités du Québec. Par conséquent, il va avoir une différence significative dans la performance financière des municipalités entre les partis politiques au pouvoir.

#### 3.2.2.1 Mesure de la performance financière des municipalités

La performance financière des municipalités est mesurée par un certain nombre d'indicateurs qui ont été mentionnés dans la littérature que sont le taux de taxe foncière, les dépenses totales, les revenus totaux, les revenus de transfert, la dette à long terme per capita et le budget zéro.

##### a. Le taux de taxation foncière

Plus le taux de taxation foncière est élevé, plus les citoyens paient cher de taxes (à évaluation municipale égale). Cela signifie donc que la ville a dû augmenter son taux de taxation pour que les revenus égalent les dépenses (en supposant le budget zéro). Cela signifie que la performance financière n'est pas à son maximum.

#### b. Les dépenses

Les dépenses totales (mesurées en dollar) montrent la capacité à gérer les déboursés. Plus elles sont élevées, on s'attend à ce qu'elle baisse la performance financière de la municipalité. Dans notre modèle, la variable est mesurée par le logarithme naturel des dépenses

#### c. La dette à long terme per capita

La dette à long terme per capita (mesurés en proportion) est la dette que la municipalité a sur plusieurs années, réparties sur la population totale. Plus le ratio est bas, moins les habitants sont endettés, donc on s'attend à ce que ça augmente la performance financière de la ville. Lorsque le ratio est élevé, c'est le contraire, on s'attend à ce que cela diminue la performance financière.

#### d. Le budget zéro

Le budget zéro (mesurés en dollar), soit les revenus égaux au moins aux dépenses, est signe que la ville n'a pas plus dépensé que ce qu'elle a gagné. Elle a donc bien géré ses flux de trésorerie. On s'attend donc à ce que la performance financière d'une municipalité soit augmentée si le budget zéro est atteint ou s'il y a un surplus.

#### e. Les revenus

Les revenus totaux (mesurés en dollar) montrent une capacité à générer des revenus. Donc, plus les revenus sont élevés, plus on s'attend à un impact positif sur la performance financière. La variable est mesurée par le logarithme naturel des revenus dans notre modèle.



#### f. Les revenus de transfert

Les revenus de transferts (mesurés en dollar) sont des subventions des divers gouvernements et autres aides financières. On s'attend aussi à ce que plus les revenus de transfert sont élevés, plus la performance d'une municipalité est élevée. La variable est mesurée par le logarithme naturel des revenus de transferts dans notre étude.

#### 3.2.2.2 Parti politique au pouvoir

Cette variable est mesurée de manière dichotomique, selon le parti au pouvoir : 1 pour le Parti libéral du Québec et 2 pour le Parti Québécois.

#### 3.2.2.3 Variables de contrôle

Selon la littérature, plusieurs autres facteurs pourraient influencer la performance financière municipale. C'est notamment le cas de la force du parti politique et du parti politique au niveau fédéral. Ces deux variables seront utilisées comme variables de contrôle dans notre étude.

##### a. La force du parti politique

En 2011, Le Maux, Rocaoy et Goodspeed ont fait une étude sur l'efficacité des partis politiques. Ils ont déterminé que la fragmentation de l'électorat est une variable clé dans l'efficacité d'un parti. Les résultats obtenus montrent qu'un gouvernement majoritaire engage moins de dépenses que des gouvernements minoritaires.

D'ailleurs, un an auparavant, en 2010, Primo et Snyder en sont arrivés à la même conclusion. Ils ont voulu déterminer une solution au problème d'inefficacité gouvernementale et ont démontré que la force de concentration de l'électorat pourrait être une solution.

Afin de mesurer cette variable dans cette étude, nous sommes allés sur le site d'élections du Québec afin de voir le pourcentage des résultats officiels des élections par parti politique<sup>31</sup>. Cette variable est mesurée de manière dichotomique, selon la force du parti en place : 1 pour un gouvernement majoritaire, 2 pour un gouvernement minoritaire.

#### b. Le parti politique au gouvernement fédéral en place

Comme nous avons déterminé plus tôt, l'idéologie du parti politique en place (gauche ou droite) a un impact sur différentes sphères. Dans notre étude, nous regardons l'impact du gouvernement provincial en place sur la performance financière d'une municipalité. Par contre, il y a le gouvernement fédéral aussi qui régit les lois. Il faudra donc isoler cette variable dépendamment si c'était le parti conservateur (de droite) ou le parti libéral (de gauche) en place au gouvernement fédéral.

Pour mesurer la variable dans l'étude, les données des résultats officiels des élections fédérales sont recueillies sur le site d'élection du Canada<sup>32</sup>. Cette variable est mesurée de manière dichotomique, selon le parti en place : 1 pour un gouvernement libéral, soit le parti conservateur du Canada, 2 pour un gouvernement socialisme, soit le parti libéral du Canada.

---

<sup>31</sup> [www.electionsquebec.qc.ca](http://www.electionsquebec.qc.ca)

<sup>32</sup> [www.elections.ca](http://www.elections.ca)

### 3.3 Analyses statistiques

Dans cette section, nous présentons les différentes analyses qui ont été faites lors de l'analyse des données. Tout d'abord, des analyses de trajectoires ont été faites sur divers indicateurs de la performance financière municipale afin de connaître la tendance de ceux-ci. Ensuite, nous avons effectué des analyses de trajectoires entre chacun des indicateurs de la performance financière municipale et le parti politique provincial en place.

#### 3.3.1 Analyses de trajectoires

Des analyses de trajectoires ont été réalisées afin de voir la tendance dans le temps, des indicateurs de la performance financière. Une analyse de variance était envisagée, mais étant donné la longue période d'analyse de vingt ans, une analyse de trajectoire était plus appropriée pour tenir compte du temps. Une analyse de trajectoire suit la chronologie historique du développement d'une variable. Elle permet de traiter un grand nombre de données sur plusieurs années et permet de calculer la tendance de la variable dépendante en contrôlant le temps. Dans une analyse de trajectoire, nous déterminons une variable sujet. Cette variable est mesurée à plusieurs reprises dans le temps. Dans notre étude, c'est la variable municipalité qui est le sujet. On distingue donc chacune des villes et chacune des années. Ensuite, nous avons une covariable qui est une variable ayant un lien avec la variable dépendante. Dans notre étude, la covariable est le temps. Finalement, nous introduisons chacune de nos variables dépendantes une à une et voyons s'ils ont tendance à varier dans le temps. Cette méthode est idéale pour cette étude étant donné la richesse des données de la recherche et l'étendue de celle-ci sur vingt ans. L'analyse de trajectoire a la

particularité principale de tenir compte du temps<sup>33</sup>, mais en plus, dans le cadre de notre étude, elle permet de tenir compte de l'impact des alternances politiques. Cela solidifie notre analyse.

D'abord, nous avons regardé si le taux de taxation a varié. Ensuite, nous avons fait la même chose pour les dépenses, la dette par habitant, pour le surplus ou le déficit, les revenus et les revenus totaux des différentes années, de chacune des villes, afin de voir s'il y a une différence, une tendance.

Dans l'analyse de trajectoire, les hypothèses sont les suivantes pour chacun des indicateurs :

H0 : Il n'y a pas de relation entre le parti politique en place et la performance financière des municipalités (hypothèse nulle)

H1 : Il y a une relation entre le parti politique en place et la performance financière des municipalités.

### 3.3.2 Analyse de trajectoires en incluant le parti politique en place

Une analyse de trajectoires a été faite entre le parti politique en place (variable indépendante) et chacun des indicateurs mesurant la performance financière municipale (variable dépendante), sans oublier les variables de contrôle. Encore ici, nous avons dû faire une analyse de trajectoire pour tenir compte de la longue période d'analyse de vingt ans. Par contre, à cette étape, nous avons introduit le parti politique afin de voir si celui-ci a un impact sur la tendance des indicateurs. Nous introduisons donc la municipalité comme sujet et le temps comme covariable, ainsi que chacun des

---

<sup>33</sup> [www-01.ibm.com](http://www-01.ibm.com)

indicateurs de performances, un à un, en tant que variable dépendante. Par contre, à cette étape, nous introduisons aussi les variables de contrôle et le parti politique en place en tant que facteurs. En introduisant le facteur, nous déterminons l'effet de la variable indépendante, le parti politique, sur chacune des variables dépendantes, chacun des indicateurs, tout en isolant l'effet du temps. Nous aurons déterminé plus tôt si l'indicateur de performance varie dans le temps, maintenant nous déterminerons si le parti politique a un rôle à jouer sur cette tendance. Finalement, étant donné que tous les indicateurs ne sont pas proportionnels, nous avons déterminé le logarithme naturel de certains des indicateurs pour faire les analyses.

Dans les analyses de trajectoires, les hypothèses sont les mêmes, soit :

H0 : Il n'y a pas de relation entre le parti politique en place et la performance financière des municipalités (hypothèse nulle).

H1 : Il y a une relation entre le parti politique en place et la performance financière des municipalités.

Tableau 3.1 Récapitulatif des variables

Variable indépendante	Parti politique en place
Covariable	Temps
Variable sujet	Municipalité
Variable dépendante	Taux de taxation
Variable dépendante	Dépenses
Variable dépendante	Dettes per capita
Variable dépendante	Surplus ou déficit
Variable dépendante	Revenus
Variable dépendante	Revenus de transfert
Variable contrôle	Parti politique en place au fédéral
Variable contrôle	Majoritaire ou Minoritaire



Analyse de trajectoire # 1 : le Taux de taxation comme variable dépendante et mesure de la performance financière

$$Y = a + b_1X_1 + b_nVC + \varepsilon$$

Où

Y = Taux de taxation

X1 = parti politique au pouvoir

VC = variables de contrôle (parti fédéral en place et force du parti provincial en place)

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

Analyse de trajectoire# 2 : les Dépenses comme variable dépendante et mesure de la performance financière des municipalités

$$Y = a + b_1X_1 + b_nVC + \varepsilon$$

Où

Y = LN Dépenses (logarithme naturel des dépenses)

X1 = parti politique au pouvoir

VC = variables de contrôle (parti fédéral en place et force du parti provincial en place)

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

Analyse de trajectoire # 3 : la Dette per capita comme variable dépendante et mesure de la performance financière des municipalités

$$Y = a + b_1X_1 + b_nVC + \varepsilon$$

Où

$Y$  = Dette per capita

$X1$  = parti politique au pouvoir

$VC$  = variables de contrôle (parti fédéral en place et force du parti provincial en place)

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

Analyse de trajectoire # 4 : le Surplus ou le Déficit ou variable dépendante et mesure de la performance financière des municipalités

$$Y = a + b1X1 + bnVC + \varepsilon$$

Où

$Y$  = Surplus ou Déficit

$X1$  = parti politique au pouvoir

$VC$  = variables de contrôle (parti fédéral en place et force du parti provincial en place)

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

Analyse de trajectoire # 5 : les Revenus comme variable dépendante et mesure de la performance financière des municipalités

$$Y = a + b1X1 + bnVC + \varepsilon$$

Où

$Y$  = LN Revenus (logarithme naturel des revenus)

$X1$  = parti politique au pouvoir

VC = variables de contrôle (parti fédéral en place et force du parti provincial en place)

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

Analyse de trajectoire # 6 : les Revenus de transfert comme variable dépendante et mesure de la performance financière des municipalités

$$Y = a + b_1X_1 + b_nVC + \varepsilon$$

Où

Y = LN Revenus Transfert (logarithme naturel des revenus de transfert)

X1 = parti politique au pouvoir

VC = variables de contrôle (parti fédéral en place et force du parti provincial en place)

$\varepsilon$  = Terme d'erreur

## CHAPITRE IV

### RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

Cette section est destinée à présenter et discuter des résultats des analyses de trajectoires, des interprétations de ces analyses et la discussion sur les résultats.

#### 4.1 Analyses de trajectoires des indicateurs de performance des municipalités

Tout d'abord, avant même d'analyser s'il existe un lien entre le parti politique en place au gouvernement provincial et la performance financière des municipalités, on doit s'intéresser à l'évolution des indicateurs qui composent la performance financière des villes. Les analyses sont celles de modèle à effet mixte, car ils tiennent compte de la valeur du temps. Elles permettront de connaître la tendance des composantes.

##### 4.1.1 Le taux de taxation

Premièrement, une analyse est faite sur le taux de taxation. On désire savoir si, pour chacune des villes, il y a une variation dans le temps de son taux de taxation. Nous rejetons  $H_0$  et établissons qu'il y a un lien entre le temps et le taux de taxation, car la p-value est de 0 dans le tableau 4.1, soit beaucoup plus basse que notre risque de 10%.

D'ailleurs, dans la figure 4.1 présenté ci-dessous, il est très visible qu'il y a une variation significative. Dans le domaine municipal, le taux de taxation a tendance à baisser dans le temps étant donné que les évaluations des propriétés elles, ont tendance à augmenter. Donc, pour maintenir un compte de taxes relativement stable durant les années, et sachant que le compte de taxes est calculé en multipliant l'évaluation d'une propriété par le taux de taxation, les villes ont tendance, bien que ce ne soit pas toujours le cas, à baisser le taux de taxes. Cette baisse est visible dans la figure 4.1.

Il est aussi important de noter qu'en 2000, il y eut une réforme de la comptabilité gouvernementale<sup>34</sup>. La réforme touchait plusieurs conventions comptables, donc modifiait la façon de comptabiliser. Principalement, les conventions comptables touchées étaient la comptabilisation des régimes de retraite, des immobilisations et les emprunts. Cela peut donc avoir une influence sur le comportement des indicateurs. D'abord, au niveau des régimes de retraite, les passifs actuariels n'étaient pas exhaustifs. Suite à cette réforme, les passifs doivent être comptabilisés en totalité. Pour ce qui est des immobilisations, elles doivent à partir de ce moment être capitalisées et ensuite amorties sur leurs durées de vie utile. Finalement, la comptabilisation des emprunts a été resserrée pour tenir compte des nouveaux instruments financiers. Nous comprenons clairement que cette réforme a impact sur les dépenses, ainsi que sur les actifs et les passifs. Cette réforme peut donc avoir son rôle à jouer dans certaines variations des indicateurs dans le temps.

---

<sup>34</sup> [www.budget.finances.gouv.qc.ca](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca)



Tableau 4.1 Analyse de trajectoires du taux de taxation

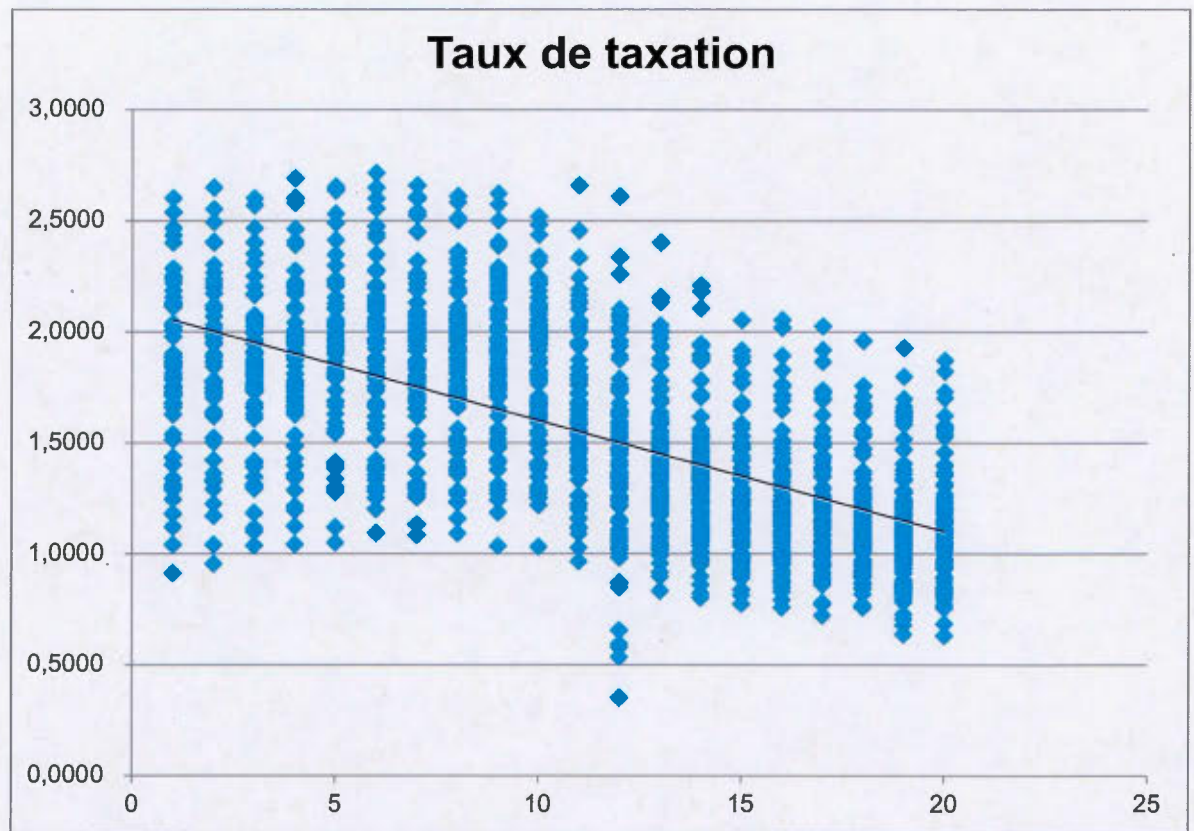
## 4.1.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	1672	12755.510	0.000
Année	1672	1171.154	0.000

## 4.1.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	2.097701	0.018574	1672	112.940	0.000
Année	-0.050137	0.001465	1672	-34.222	0.000

Figure 4.1 Nuage de points de la tendance du taux de taxation



#### 4.1.2 Dépenses

Nous arrivons à la même conclusion que pour l'analyse précédente en analysant si le temps et les dépenses des municipalités sont liés. Nous obtenons encore une p-value de 0, alors que notre risque est de 10%, tel qu'indiqué dans le tableau 4.2. Une tendance à la hausse est d'ailleurs remarqué dans les figures 4.2 et 4.3. Les dépenses ont donc tendance à augmenter significativement dans le temps. C'est aussi un résultat cohérent. Étant donné que la population est grandissante, les villes doivent engager plus de dépenses pour participer au bien-être de leurs habitants.

Tableau 4.2 Analyse de trajectoires des dépenses

##### 4.2.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	442.925	0.000
Année	1671	199.698	0.000

##### 4.2.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	16.471977	0.782673	0	21.046	0.000
Année	0.067629	0.004786	1671	14.131	0.000

Figure 4.2 Nuage de points de la tendance des dépenses

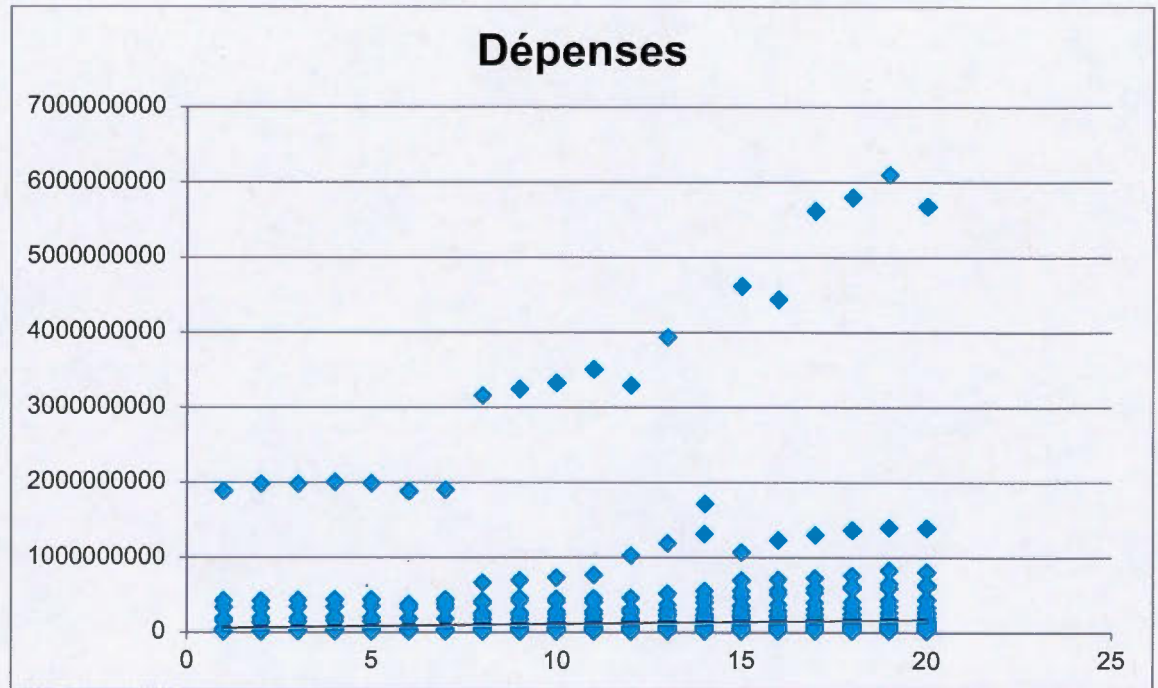
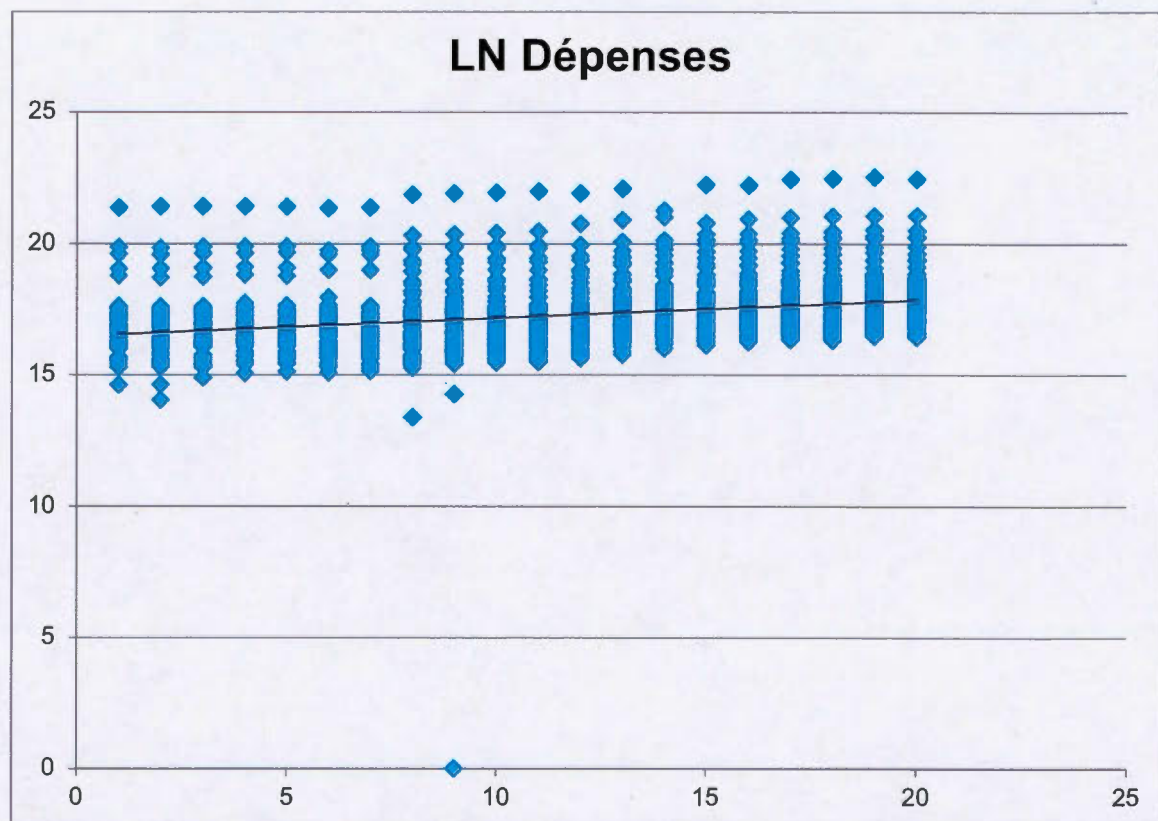


Figure 4.3 Nuage de points de la tendance du logarithme naturel des dépenses





#### 4.1.3 Endettement net par habitant

Ensuite, nous testons l'indicateur dette par capita. La dette par habitant est une composante importante de la performance financière d'une ville. L'analyse est faite pour chacune des municipalités. Les résultats indiquent qu'il y a une différence significative, à 90%, de la dette per capita sur les vingt années. Suite à l'analyse du tableau 4.3, le p-value est de 0%, tout comme nos autres analyses, alors que notre risque est de 10%. Nous rejetons donc  $H_0$  et nous concluons qu'il y a un lien entre l'endettement par habitant dans le temps, ce qui est dans la même lignée que nos autres conclusions.

De plus, dans la figure 4.4, nous voyons une tendance à la hausse. Encore une fois, nous nous attendions à ce résultat étant donné la hausse de la valeur de l'argent dans le temps et la hausse des dépenses d'année en année.

Tableau 4.3 Analyse de trajectoires de l'endettement par habitant

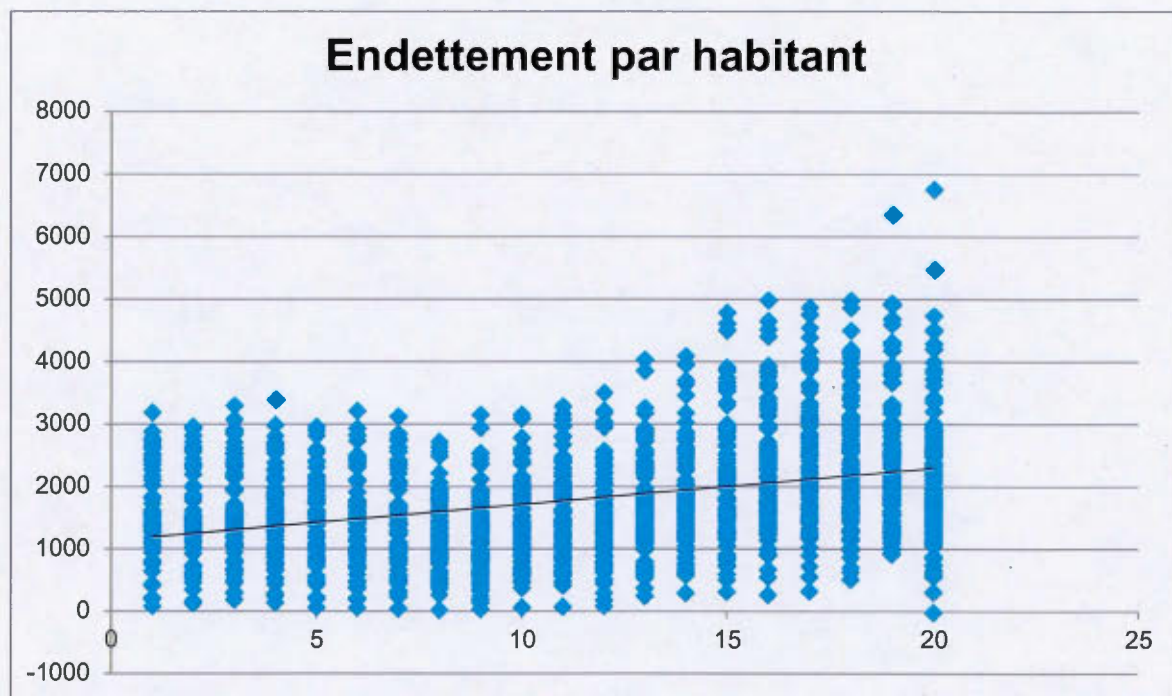
## 4.3.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	10.646	0.000
Année	1671	239.172	0.000

## 4.3.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	1119.783507	343.196871	0	3.263	0.000
Année	57.923733	3.745424	1671	15.465	0.000

Figure 4.4 Nuage de points de la tendance de l'endettement par habitant



#### 4.1.4 Surplus ou déficit

Une tendance analysée est le surplus ou le déficit dans le temps. Le tableau 4.4 montre que les surplus ont tendance à augmenter dans le temps, car le p-value est de 0.6%. La figure 4.5 montre cette tendance visuellement.

Tableau 4.4 Analyse de trajectoires des surplus ou déficits

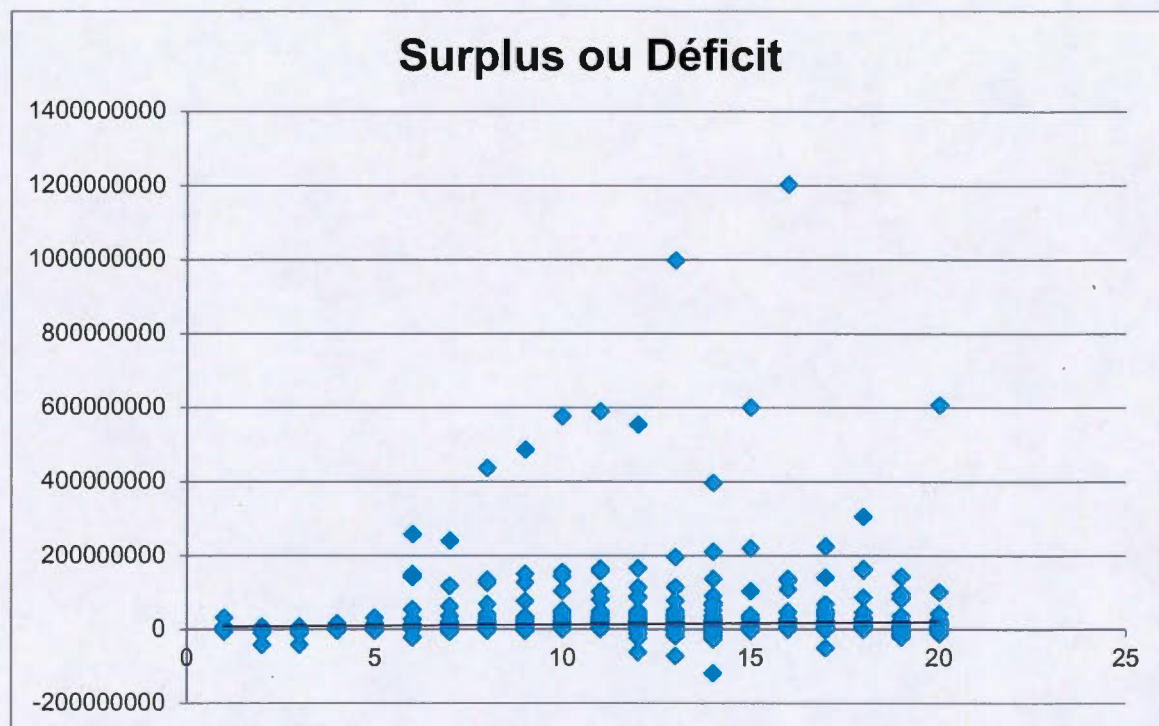
##### 4.4.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	1677	2.368	0.124
Année	1677	7.704	0.006

##### 4.4.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	4877270.010	3169265.134	1677	1.539	0.124
Année	695274.8333	250490.8748	1677	2.776	0.006

Figure 4.5 Nuage de points de la tendance des surplus ou déficits





#### 4.1.5 Revenus totaux

En nous penchant maintenant sur les revenus totaux, nous revenons à la conclusion qu'il y a un lien entre le temps et les revenus. Tout comme pour le taux de taxation, les dépenses, l'endettement par habitant et les surplus ou déficit, le temps a un lien avec les revenus totaux, notre p-value est de 0, donc très significative et plus basse que notre risque de 10%, tel que le tableau 4.5 l'indique. Les figures 4.6 et 4.7 nous montrent visuellement une tendance à la hausse. Ce résultat n'est pas surprenant. Si les dépenses montent, on s'attend à ce que les revenus montent aussi pour équilibrer le budget.

Tableau 4.5 Analyse de trajectoires des revenus totaux

##### 4.5.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	6079.213	0.000
Année	1671	202.331	0.000

##### 4.5.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	16.607410	0.212999	0	77.969	0.000
Année	0.067811	0.004767	1671	14.224	0.000

Figure 4.6 Nuage de points de la tendance des revenus totaux

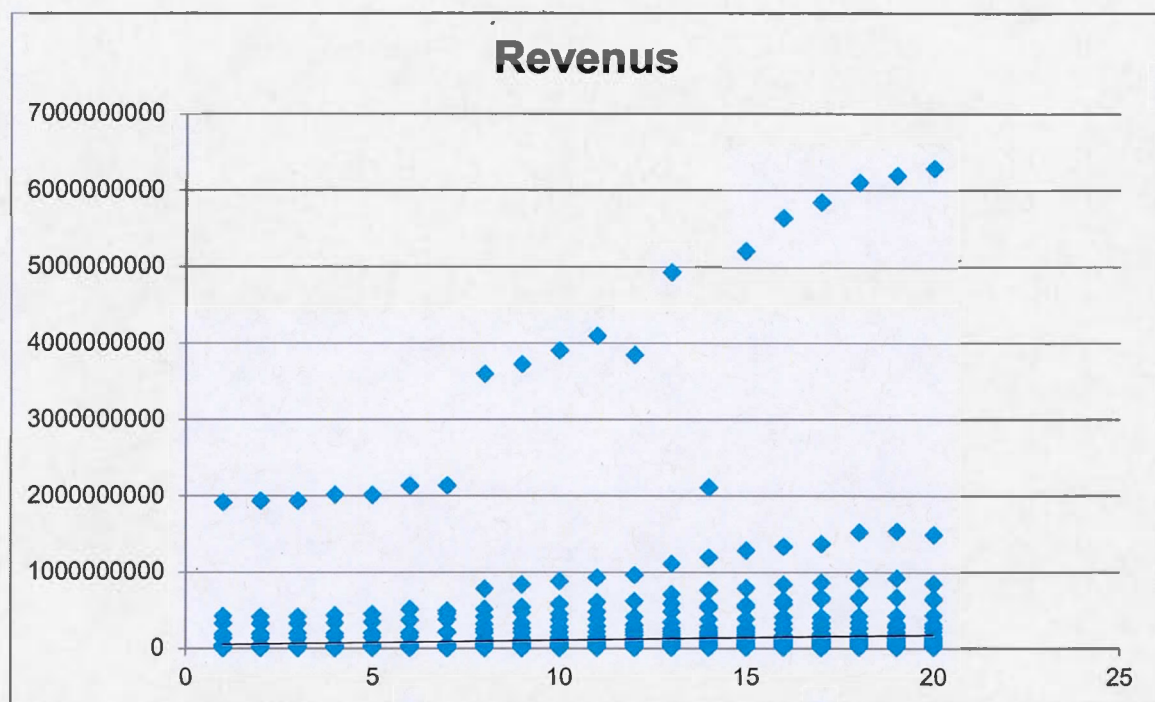
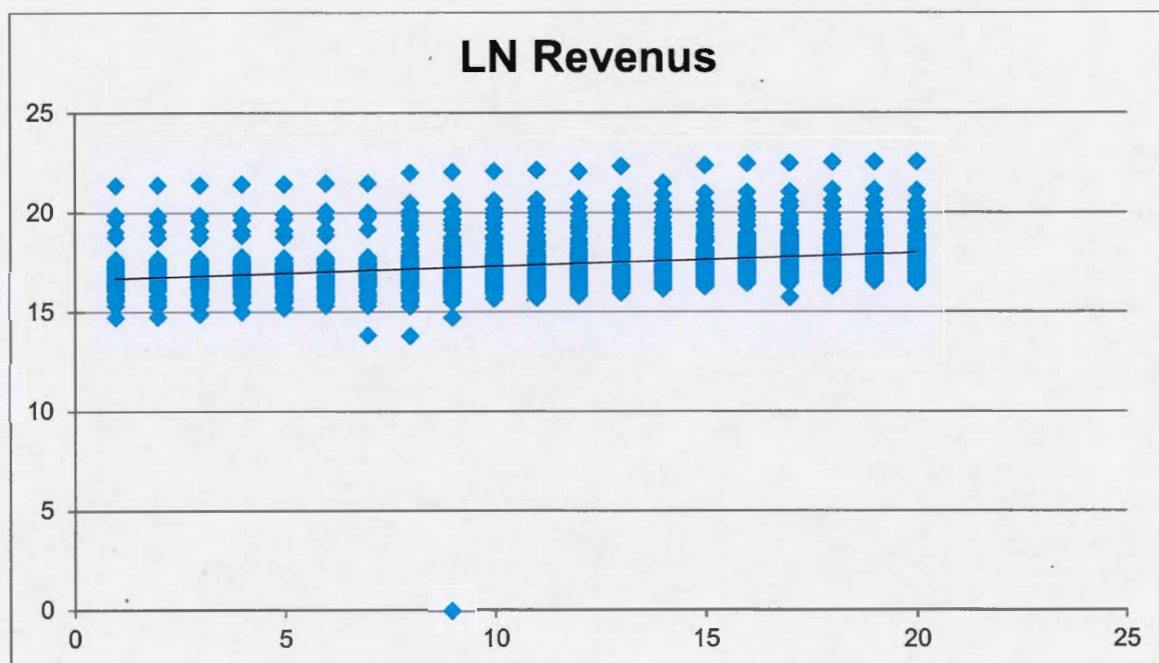


Figure 4.7 Nuage de points de la tendance du logarithme naturel des revenus totaux



#### 4.1.6 Revenus de transferts

Finalement, la dernière et non la moindre composante analysée est les revenus de transfert. Il s'agit d'une composante importante puisqu'elle réfère aux revenus de subventions provenant des gouvernements.

Encore ici, notre analyse du tableau 4.6 nous montre qu'il y a un lien entre le temps et les revenus de transferts, nous rejetons donc  $H_0$ . Le p-value est aussi de 0%. Encore une fois, il est visible dans les figures 4.8 et 4.9 qu'il y a une tendance à la hausse dans le temps. Tenant compte de la hausse de la valeur de l'argent dans le temps, la hausse des dépenses et la hausse des revenus, ce résultat est logique.

Tableau 4.6 Analyse de trajectoires des revenus de transferts

##### 4.6.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	1731.008	0.000
Année	1671	359.288	0.000

##### 4.6.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	12.865186	0.309219	0	41.605	0.000
Année	0.121315	0.006400	1671	18.955	0.000

Figure 4.8 Nuage de points de la tendance des revenus de transferts

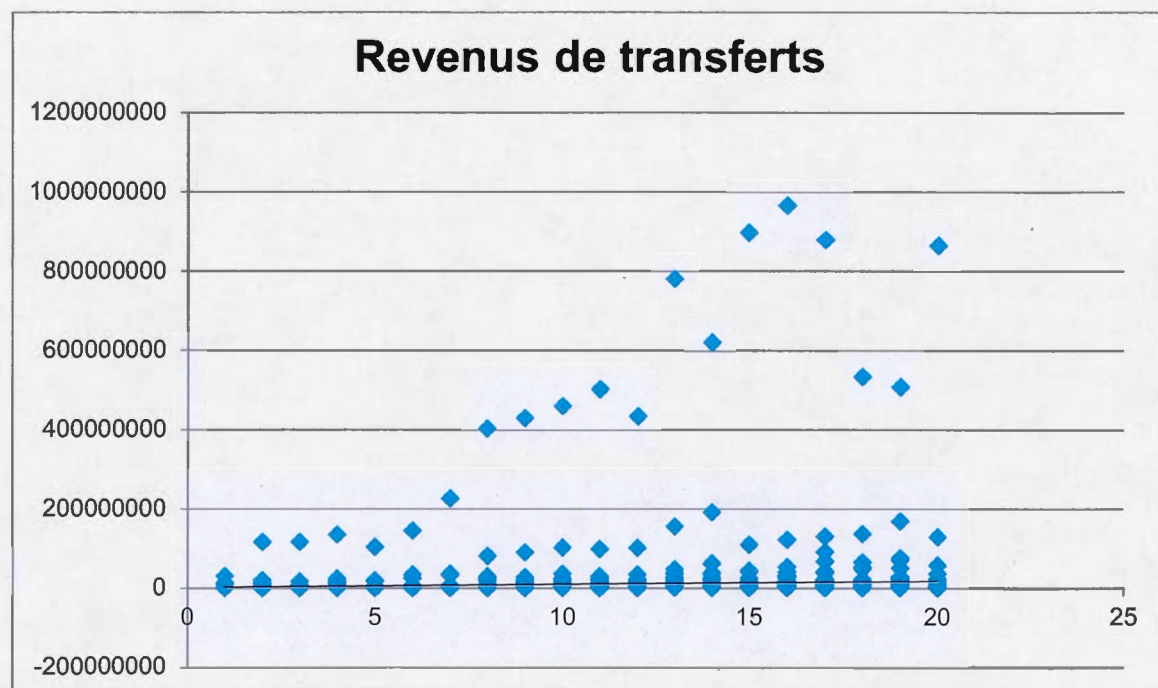
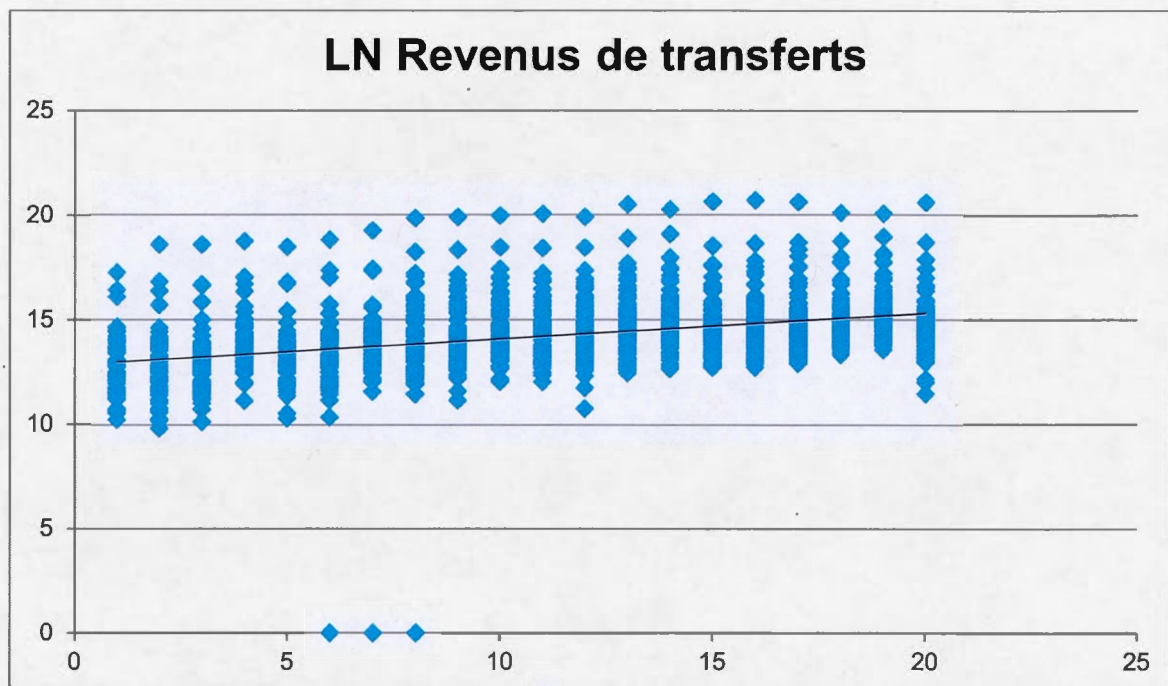




Figure 4.9 Nuage de points de la tendance du logarithme naturel des revenus de transferts



#### 4.2 Résultats des analyses de trajectoires en incluant le parti politique et les variables de contrôles

Nous incluons maintenant le parti politique en place ainsi que les variables contrôles, soit le parti fédéral en place, et la majorité ou la minorité du gouvernement, afin de voir si les résultats changent par rapport à ceux obtenus dans la section précédente.

##### 4.2.1 Impact du parti au pouvoir sur le taux de taxation

Tel qu'analysé précédemment, nos résultats dans le tableau 4.7 nous montrent qu'il y a bel et bien un lien avec le taux de taxation, mais qu'en plus, le taux est influencé par le parti politique en place de manière significative.

Tableau 4.7 Analyse de trajectoires du taux de taxation en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial

#### 4.7.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	6010.381	0.000
Année	1670	891.366	0.000
Parti politique en place	1670	45.804	0.000
Parti politique en place * Année	1670	41.159	0.000

#### 4.7.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	2.046457	0.022897	0	89.375	0.000
Année	-0.045993	0.001906	1670	-24.125	0.000
Parti politique en place = 1	0.356767	0.052715	1670	6.768	0.000
Parti politique en place = 1 * Année	-0.025177	0.003924	1670	-6.416	0.000

Quand Parti politique = 2 (Parti Québécois),  $2.046457 - 0.045993X$   
 Quand Parti politique = 1 (Parti Libéral),  $Y = (2.046457 + 0.356767) + (-0.045993 - 0.025177)X$

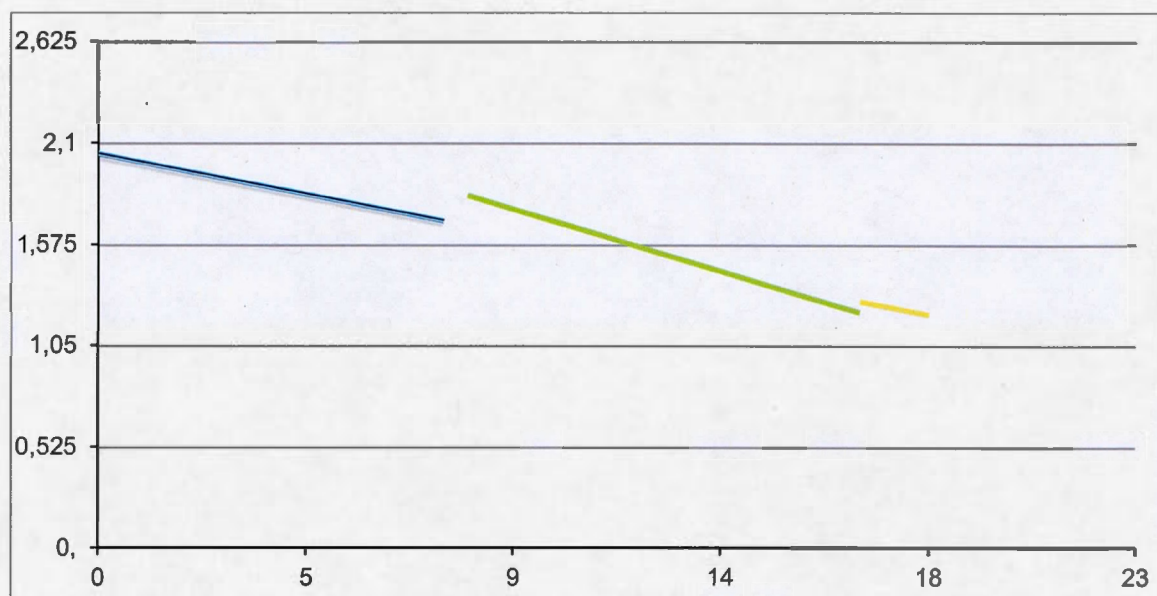
La figure 4.10 permet de faire le lien entre les partis en place et la tendance de la composante analysée. Nous voyons que peu importe le parti en place, le taux de taxation baisse avec le temps.

Les années analysées sont de 1995 à 2014, comme nous avons vu à la figure 1.2. Le parti politique en place a varié durant les années. En 1995, le parti Québécois était au pouvoir et ce, jusqu'en 2002. En 2003, le parti libéral a été élu au pouvoir et a réussi à se conserver jusqu'en 2012. En 2012, le parti Québécois est revenu à la gouvernance du Québec, mais pour cette fois-ci un court délai étant donné que des élections ont été déclenchées en 2013 et que le parti libéral est revenu au pouvoir.

Il est très intéressant de regarder la figure 4.10, car nous voyons très clairement ce changement. Chaque segment correspond à la tendance du taux de taxation dans le temps et chaque segment représente le parti politique en place. Nous remarquons que la pente est relativement accentuée de la même façon d'une droite à l'autre.

Par contre, nous remarquons que la pente est plus abrupte quand le gouvernement libéral était en place (segment vert). Il s'agit là d'une conclusion très importante, car c'est en lien avec notre hypothèse de départ. Le gouvernement libéral étant un gouvernement qui est plus axé sur la droite, donc avec une pensée axée plus sur l'économie que le social. Les taux de taxation sont donc en baissent, ce qui veut dire une moins grande intervention de l'État dans la gestion, dans ce cas-ci les municipalités taxent moins les citoyens. Le taux de taxation est donc plus à la baisse quand le gouvernement libéral est en place.

Figure 4.10 Nuage de points de la tendance du taux de taxation en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial





#### 4.2.2 Impact du parti au pouvoir sur les dépenses

Nous avons ensuite évalué si les dépenses étaient influencées par le parti en place au gouvernement provincial. Nous avons vu précédemment que les dépenses avaient tendance à hausser dans le temps, on le voit d'ailleurs à la figure 4.11. Nos résultats sont très concluants, car en plus, le parti politique y est pour quelque chose, comme nous pouvons voir dans le tableau 4.8 (effet conjoint de 6.9%, soit plus petit que notre risque de 10%). Nous rejetons donc l'hypothèse  $H_0$  et concluons qu'il y a un lien entre le parti politique en place et les dépenses.

Tableau 4.8 Analyse de trajectoires des dépenses totales en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial

#### 4.8.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	2328.481	0.000
Année	1669	136.519	0.000
Parti politique en place	1669	3.845	0.050
Parti politique en place * Année	1669	3.310	0.069

#### 4.8.2 Estimations des effets fixes

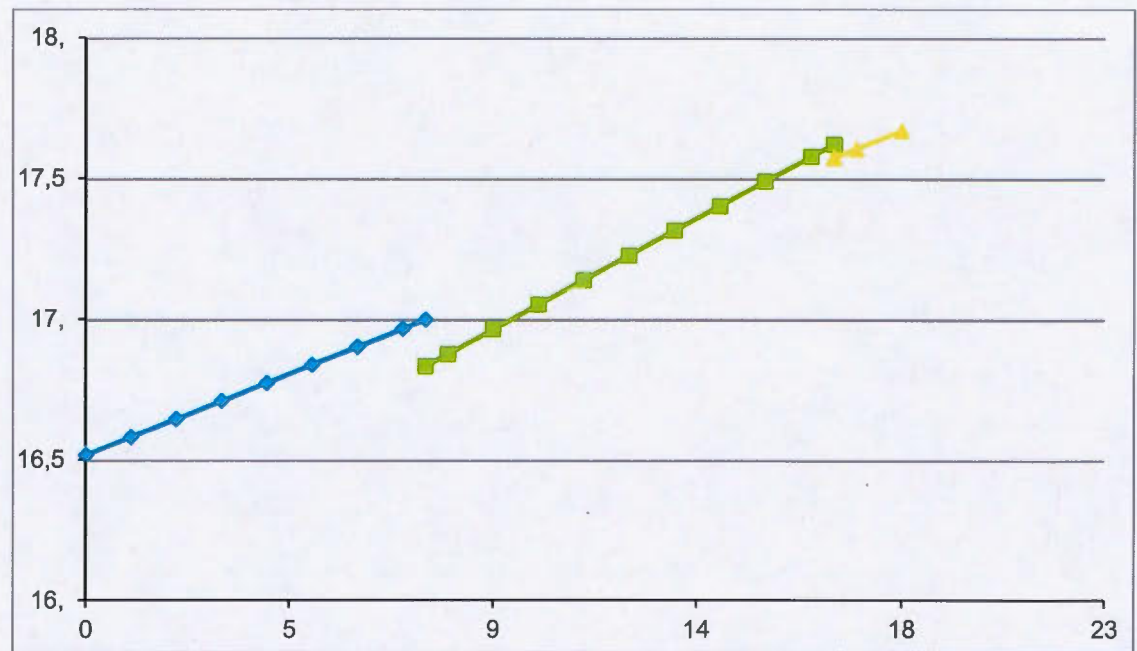
Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	16.520352	0.333928	0	49.473	0.000
Année	0.064070	0.006301	1669	10.168	0.000
Parti politique en place = 1	-0.342064	0.174443	1669	-1.961	0.050
Parti politique en place = 1 * Année	0.023634	0.012990	1669	1.189	0.069

Quand Parti politique = 2 (Parti Québécois),  $Y = 16.520352 + 0.064070X$   
 Quand Parti politique = 1 (Parti Libéral),  $Y = (16.520352 - 0.342064) + (0.064070 + 0.023634)X$

Souvenons-nous que dans la figure 4.11, la droite verte représente le parti libéral en place et les droites bleues et jaunes, le parti québécois. Quand le parti libéral est en place, la droite est plus à pic. Donc, quand le parti libéral est en place, les dépenses

sont plus élevées pour les municipalités. C'est contraire à notre hypothèse de départ. Une explication possible à ce résultat peut être la crise économique qui a eu lieu durant notre période d'étude. Vers 2008, une crise économique a eu lieu. Le parti libéral québécois a donc dû faire des dépenses pour offrir des services aux citoyens et relancer l'économie.

Figure 4.11 Nuage de points de la tendance des dépenses en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial



#### 4.2.3 Impact du parti au pouvoir sur l'endettement net par habitant

Tout comme nous avons conclu plus tôt, il y a une variation dans le temps de l'endettement par habitant. Mais en plus, il y a un lien entre cette variation et le parti politique en place. Le lien est très significatif étant donné que le p-value est de 0 (Voir tableau 4.9).

Tableau 4.9 Analyse de trajectoires de l'endettement par habitant en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial

##### 4.9.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	1669	137.127	0.000
Année	1669	271.508	0.000
Parti politique en place	1669	43.583	0.000
Parti politique en place * Année	1669	25.135	0.000

##### 4.9.2 Estimations des effets fixes

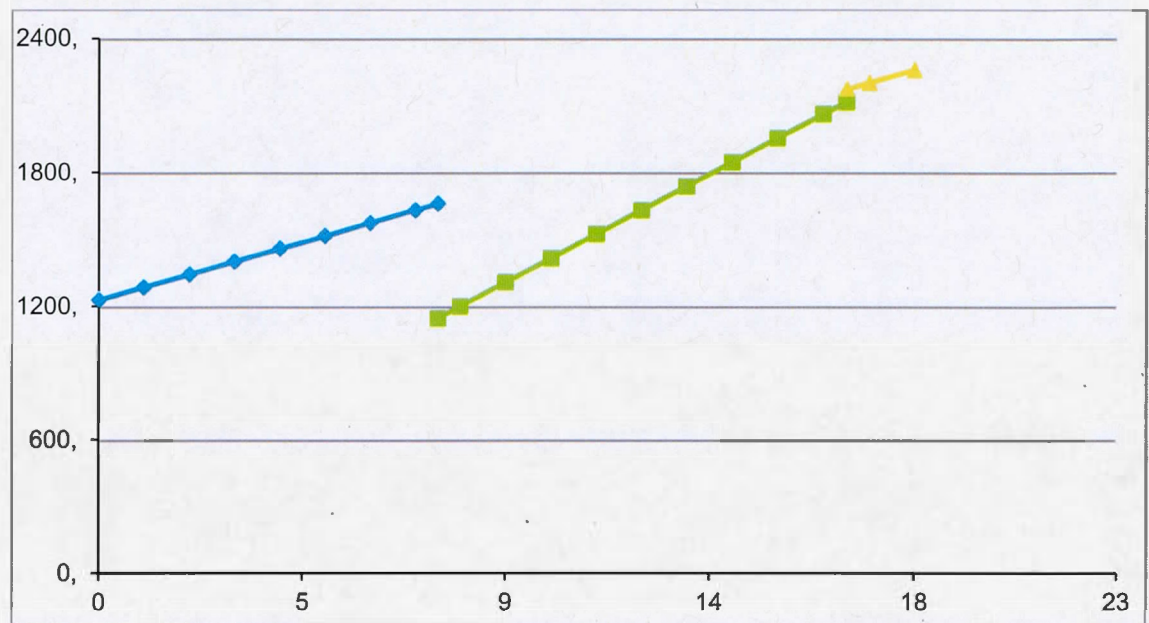
Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	1231.713890	50.684069	1669	24.302	0.000
Année	57.419772	4.859161	1669	11.817	0.000
Parti politique en place = 1	-888.110623	134.526199	1669	-6.602	0.000
Parti politique en place = 1 * Année	50.221983	10.017396	1669	5.013	0.000



Quand Parti politique = 2 (Parti Québécois),  $Y = 1231.7139890 + 57.419772X$   
 Quand Parti politique = 1 (Parti Libéral),  $Y = (1231.7139890 - 888.110623) + (57.419772 + 50.221983)X$

La figure 4.12 nous montre que le segment vert a une pente plus prononcée. Ce résultat est très important, car il est contraire à notre hypothèse de départ, tout comme les dépenses. Le parti libéral québécois qui, dans son plan économique, tente de réduire la dette publique, ne semble pas avoir réussi par le passé. L'endettement par habitant a une croissance plus importante quand le parti libéral est en place. Comme on a vu dans l'analyse des dépenses, il faut rappeler qu'il y a eu une crise économique en 2008. Le gouvernement a donc dû faire des investissements majeurs en immobilisations pour stimuler l'économie. Pour financer ses investissements, le gouvernement a emprunté, ce qui peut expliquer que la dette a augmenté en présence du parti libéral québécois au pouvoir.

Figure 4.12 Nuage de points de la tendance de l'endettement par habitant en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial



#### 4.2.4 Impact du parti au pouvoir sur les surplus ou déficit

Le surplus (ou déficit) varie dans le temps. De plus, le parti politique en place a un lien avec ces résultats. Le p-value est de 1.4% alors que notre risque est de 10%, tel que l'indique le tableau 4.10.

Tableau 4.10 Analyse de trajectoires des surplus ou déficits en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial

##### 4.10.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	1675	8.716	0.003
Année	1675	0.008	0.929
Parti politique en place	1675	2.765	0.097
Parti politique en place * Année	1675	6.047	0.014

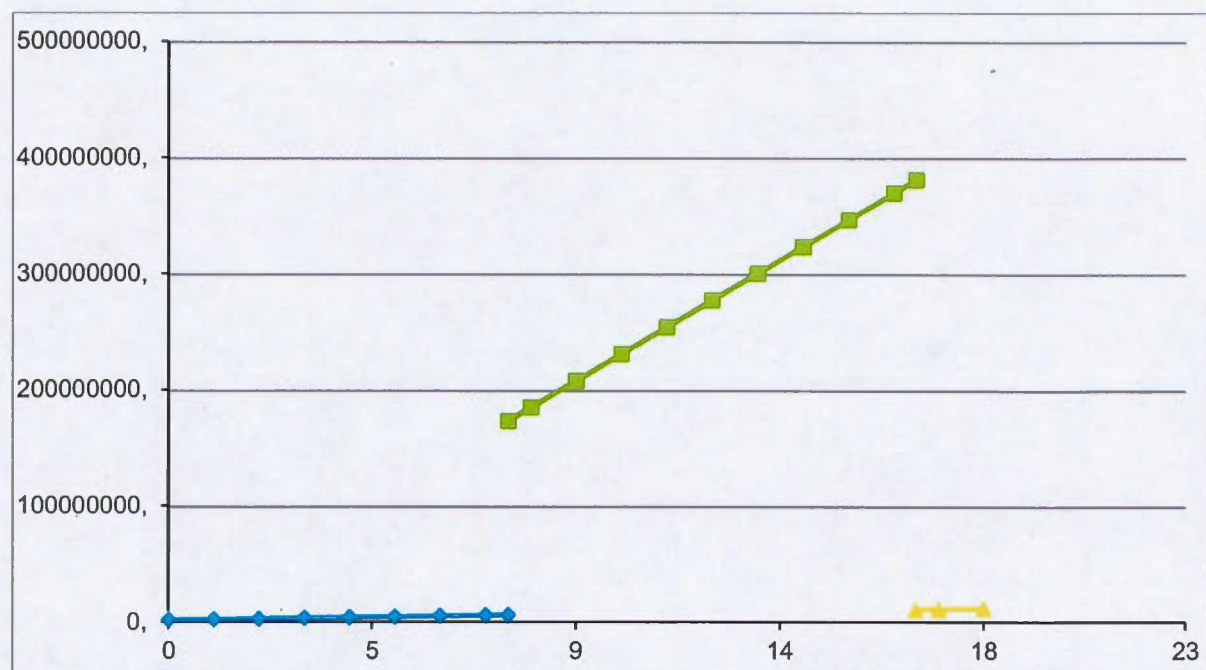
##### 4.10.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	2254093.813	3427098.055	1675	0.658	0.511
Année	596577.7650	329645.0043	1675	1.1810	0.071
Parti politique en place = 1	-1132067.47	680782.6931	1675	-1.663	0.097
Parti politique en place = 1 * Année	22476127.65	9140133.404	1675	2.459	0.014

Quand Parti politique = 2 (Parti Québécois),  $Y = 2\,254\,093.813 + 596\,577.7650X$   
 Quand Parti politique = 1 (Parti Libéral),  $Y = (2\,254\,093.813 - 1\,132\,067.47) + (596\,577.7650 + 22\,476\,127.65)X$

Rappelons-nous que le segment vert représente le parti libéral au pouvoir alors que les segments bleus et jaunes représentent le parti Québécois au pouvoir. Les résultats sont frappants dans la figure 4.13. Nous remarquons clairement que les municipalités ont tendance à afficher de plus gros surplus quand le gouvernement libéral est en place. Le résultat est concluant et va avec notre hypothèse de départ. Les libéraux prônant une intervention moins présente de l'État, encouragent la conservation des surplus dans les livres des municipalités.

Figure 4.13 Nuage de points de la tendance des surplus ou déficits en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial





#### 4.2.5 Impact du parti au pouvoir sur les revenus totaux

Ensuite, nous avons refait la même analyse afin de voir si le parti politique influençait les revenus totaux des villes dans le temps. Ce résultat diffère des résultats liés aux dépenses, au taux de taxation, à l'endettement par habitant et aux surplus ou déficits. Il y a bien une variation dans le temps des revenus, comme le montre la figure 4.14. Par contre, ce n'est pas en lien avec le parti politique en place. L'effet n'étant pas significatif, 71.9% par rapport à 10% tel que l'indique le tableau 4.11. Ainsi, nous ne rejetons pas l'hypothèse nulle et concluons qu'il n'y a pas de lien.

Les revenus des municipalités sont très diversifiés, taxation annuelle, taxation des droits de mutation, revenus de cour municipale, subventions, et autres facturations diverses de baux, de ventes de biens et de prestations de services. Il y a donc plusieurs types de revenus qui sont gérés par les villes, sans lien avec le parti politique. Cette diversité peut expliquer que le parti politique n'a pas d'impact sur les revenus des villes.

Tableau 4.11 Analyse de trajectoires des revenus totaux en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial

4.11.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	0	617.842	0.000
Année	1669	110.961	0.000
Parti politique en place	1669	0.052	0.819
Parti politique en place * Année	1669	0.130	0.719

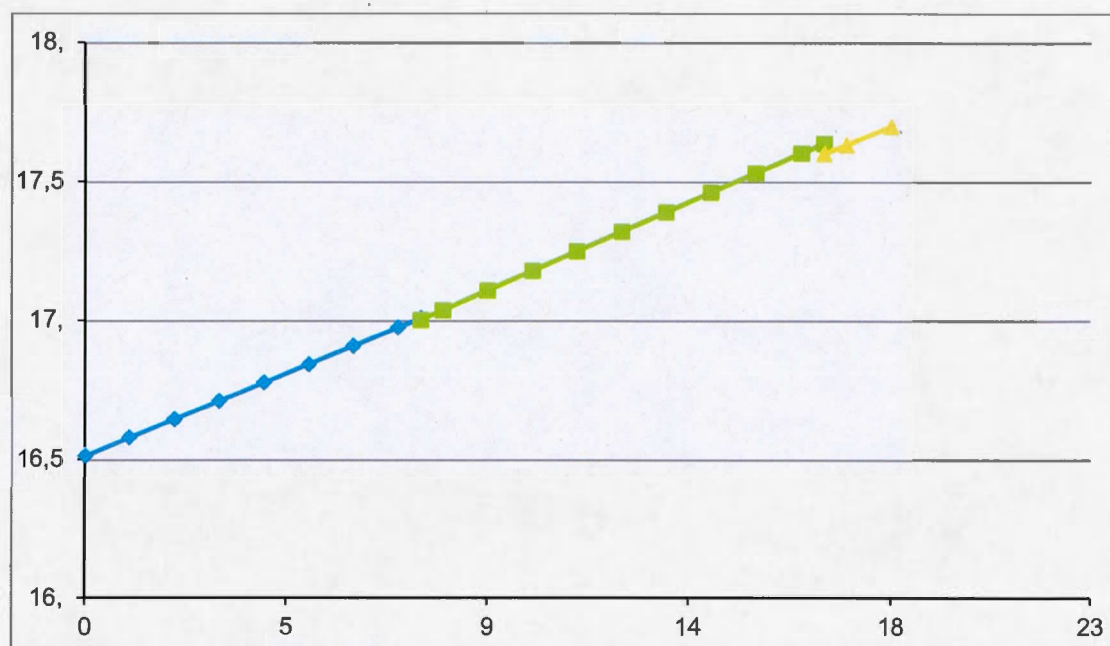
4.11.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	16.615389	0.665201	0	24.978	0.000
Année	0.065893	0.006284	1669	10.487	0.000
Parti politique en place = 1	-0.039780	0.173960	1669	-0.229	0.819
Parti politique en place = 1 * Année	0.004667	0.012954	1669	0.360	0.719

Quand Parti politique = 2 (Parti Québécois),  $Y = 16.615389 + 0.065893X$

Quand Parti politique = 1 (Parti Libéral),  $Y = (16.615389 - 0.039780) + (0.065893 + 0.004667)X$

Figure 4.14 Nuage de points de la tendance des revenus totaux en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial



#### 4.2.6 Impact du parti au pouvoir sur les revenus de transferts

Finalement, les revenus de transferts, revenus versés par subvention, sont analysés. Les p-value du tableau 4.12 sont très importantes. Elles sont très significatives, soit 0% (plus petite que notre risque de 10%). Il y a donc un lien entre le temps et les revenus de transferts, mais en plus, les subventions sont influencées par le parti politique en place. C'est en lien avec notre hypothèse de départ, mais allons voir les graphiques pour mieux visualiser.

Tableau 4.12 Analyse de trajectoires des revenus de transferts en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial

##### 4.12.1 Tests des effets fixes

Paramètre	ddl	F	Sig.
Constante	1669	13126.275	0.000
Année	1669	115.330	0.000
Parti politique en place	1669	24.551	0.000
Parti politique en place * Année	1669	19.515	0.000

##### 4.12.2 Estimations des effets fixes

Paramètre	Estimation	Erreur standard	ddl	t	Sig.
Constante	12.706540	0.087348	1669	145.471	0.000
Année	0.130832	0.008374	1669	15.623	0.000
Parti politique en place = 1	1.148747	0.231839	1669	4.955	0.000
Parti politique en place = 1 * Année	-0.076265	0.017264	1669	-4.418	0.000

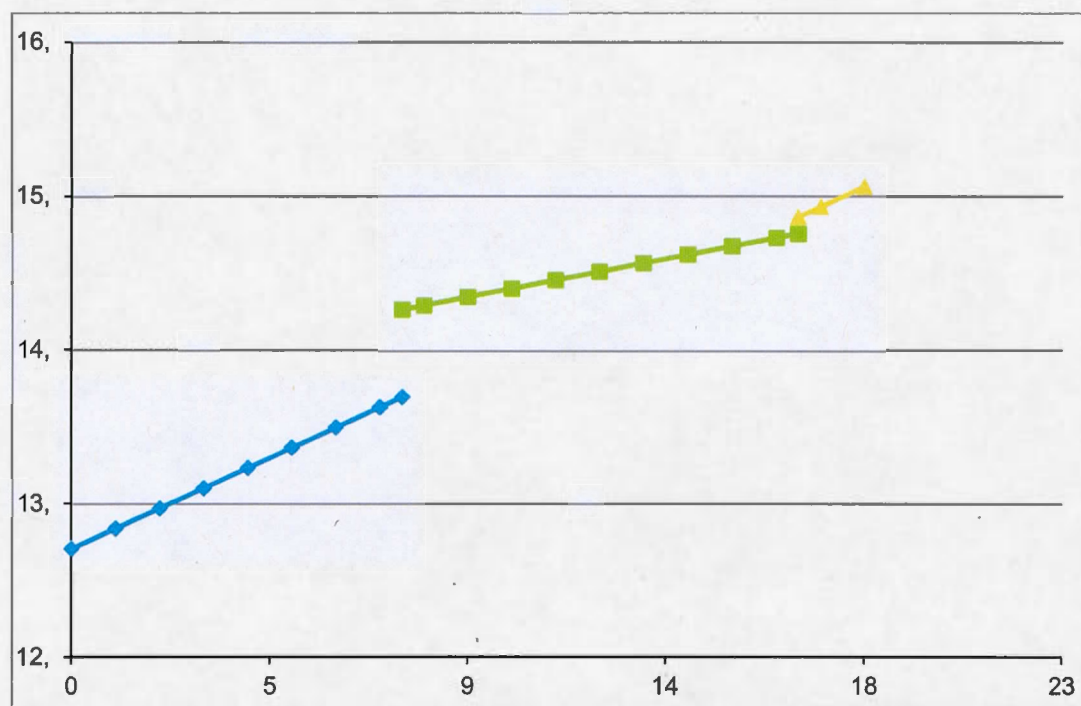
Quand Parti politique = 2 (Parti Québécois),  $Y = 12.706540 + 0.130832X$   
Quand Parti politique = 1 (Parti Libéral),  $Y = (12.706540 + 1.148747) + (0.130832 - 0.076265)X$ .

La figure 4.15 est très intéressante, car elle confirme notre hypothèse de départ. Nous remarquons que globalement, les revenus de transferts sont à la hausse, par contre, la hausse est moins prononcée quand le parti libéral est en place (segment vert).

Il s'agit d'une conclusion très importante. L'idéologie du parti politique Québécois est bien reflétée ici. Le parti est axé à intervenir auprès des gens afin de participer à diverses sphères, économiques, sociales et autres. Le parti est d'ailleurs plus enclin à subventionner les villes comme on remarque sur la figure.



Figure 4.15 Nuage de points de la tendance des revenus de transferts en intégrant l'effet conjoint du parti politique en place au provincial



#### 4.3 Récapitulatif de l'analyse des résultats et discussion

Le tableau 4.13 présente un résumé des principaux résultats obtenus dans les sections précédentes. Pour les composantes qui ont un lien avec le parti politique en place, on remarque que le taux de taxation diminue plus quand le parti libéral est en place. Cela montre donc que le parti libéral a un impact positif sur la performance financière d'une ville. Ensuite, les surplus sont plus élevés dans les municipalités quand le parti libéral est en place. Ce qui indique que le parti libéral a un impact positif sur la performance financière des municipalités.

En regardant maintenant le parti Québécois, on vient à conclure qu'il a un impact positif sur les dépenses, les dépenses étant moins élevées aux municipales quand ce parti est au pouvoir. De plus, le parti Québécois a un impact positif sur la performance financière des villes, car la dette par habitant monte moins rapidement quand ce parti est au pouvoir. Finalement, les revenus de transferts sont plus importants quand le parti Québécois est en place. Donc, chaque parti apporte quelque chose et a une influence différente sur la performance financière des municipalités.

Tableau 4.13 Récapitulatif des résultats

	Temps	Temps et Parti politique
Taux de taxation	Oui	Oui
Dépenses	Oui	Oui
Endettement par habitant	Oui	Oui
Surplus ou Déficits	Oui	Oui
Revenus totaux	Oui	Non
Revenus de transferts	Oui	Oui

Notre étude permet de faire plusieurs liens. Globalement, elle permet de faire des liens avec les études antérieures sur l'impact des partis politiques (Bräuninger 2005 et Lavin, Moen et Davies 2013). Bräuninger avait déterminé que les partis élus investissaient plus dans les programmes qu'ils avaient promus lors de leurs élections. Les perceptions des citoyens aussi sont différentes dépendamment de leur idéologie, selon l'étude de Lavin, Moen et Davies en 2013. Ces résultats vont dans le même sens que les nôtres, c'est-à-dire qu'il est normal que les tendances des indicateurs changent en présence d'un parti politique ou d'un autre, car les idéologies sont différentes autant au niveau du parti que des citoyens.

C'est d'ailleurs intéressant de voir que les idéologies sont confirmées avec notre étude. Par exemple, nous nous attendions à des revenus de subventions plus élevés quand un parti de gauche était au pouvoir, étant donné que les socialistes ont une vision très présente de l'État dans la gestion. Les revenus de subventions étant moins grands dans le cas où un parti de droite est au pouvoir s'explique de la même façon, le capitalisme encourage l'intervention minimale de l'État.

Dans un autre résultat d'analyse, nous avons obtenu comme résultat que l'endettement total est moins élevé par habitant quand un parti de gauche est en place. C'est contraire à notre hypothèse de départ. Par contre, une crise économique a eu lieu durant la période étudiée ce qui peut avoir changé les stratégies des partis. Le résultat peut aussi être vu sous un autre angle.

Quelques-uns de nos résultats diffèrent d'autres recherches. C'est le cas par exemple au sujet des dépenses. L'étude d'Ibrahim en 1994, qui portait sur la relation entre la politique et les dépenses, montrait qu'un parti de gauche au gouvernement fait plus de dépenses qu'un parti de droite. Notre étude a montré le contraire. Par contre, tout comme pour les dépenses, cela peut s'expliquer par une crise économique durant la présence du parti libéral québécois au pouvoir et d'autres facteurs.

Une autre conclusion importante est en lien avec l'étude de 2014 de Dornfest, Sant et Anderson. L'étude a montré que les subventions des gouvernements supérieurs aux gouvernements locaux étaient plus basses de 2009 à 2012 que de 1999 à 2009. C'est d'ailleurs ce qu'a montré notre figure 4.18.

Quant aux revenus, les études se sont concentrées sur certaines sources de revenus, comme les revenus de subventions (Dornfest, Sant et Anderson, 2014). La composition des revenus, tel que vu précédemment dans la figure 2.2, changent dépendamment du parti en place. Étant donné que le budget zéro est visé par la plupart des municipalités du Québec (Kelly et Riverback, 2002), les municipalités établissent leurs revenus après avoir établi leurs dépenses et les revenus du gouvernement. Par exemple, si la municipalité sait que sa ristourne sur la taxe de ventes du Québec va descendre, elle devra couper dans des dépenses ailleurs, mais sa latitude sur les revenus est très limitée. Bref, les indicateurs changent en fonction du

parti en place et ce en fonction de leurs idéologies, ce qui confirme notre hypothèse de départ.



## CHAPITRE IV

### CONCLUSION

Nous constatons que les partis politiques Québécois ont des idéologies différentes et que ces différentes façons de penser ont un impact sur la performance financière des municipalités du Québec. Chacun des partis apporte une plus-value aux municipalités tout en ne gérant pas de la même façon. Leurs idées sont reflétées dans leur gestion. Notre hypothèse de départ est donc acceptée. Ce résultat est en lien avec l'étude de Bräuninger (2005) qui a conclu que les partis élus investissent plus dans les programmes qu'ils ont promus lors des élections.

Nous avons étudié quatre-vingt-dix-sept villes du Québec, en analysant leurs indicateurs financiers sur vingt ans. Plus spécifiquement, nous avons regardé les indicateurs financiers suivants : taux de taxation, dépenses, endettement par habitant, surplus ou déficits, revenus et revenus de transferts. Nos résultats indiquent qu'il y a un lien entre le parti politique en place et le taux de taxation, les dépenses, l'endettement par habitant, les surplus ou déficits et les revenus de transferts. Il n'y a pas de lien avec les revenus totaux. Le parti libéral a un impact positif sur les taux de taxation et les surplus alors que le parti Québécois a un impact positif sur les dépenses, la dette par habitant et les revenus de transferts. De plus, les résultats de l'étude sont en lien avec les idéologies des partis politiques ainsi qu'avec les autres études faites.

Notre étude est pionnière dans le domaine, car tel que mentionné, aucune étude n'a été faite sur ce sujet au Québec. La contribution de cette étude est donc majeure. Nous savons maintenant, empiriquement, que le parti au pouvoir a un impact direct, du moins sur les performances financières des municipalités. Les décisions des contribuables lors des prochaines élections, ou même la vision que les contribuables ont de la politique peut maintenant être éclaircie.

Il faut toutefois spécifier que l'étude comporte certaines limites. D'abord, même si nous avons étudié plusieurs indicateurs de la performance financière, il faut savoir que plusieurs autres devraient être analysés. La performance financière de six indicateurs. De plus, nous n'avons analysé que des données quantitatives alors que des données qualitatives pourraient aussi être examinées. Finalement, malgré le fait que notre échantillon soit de grande taille, nous n'avons pas inclus l'ensemble des villes du Québec.

Cette étude étant pionnière est une contribution importante dans le domaine et ouvre des pistes pour des études futures. D'autres analyses peuvent être faites en intégrant d'autres indicateurs financiers des rapports annuels des villes. Ces analyses pourraient faire voir d'autres différences sur les impacts qu'ont le parti politique au pouvoir et la performance financière municipale. Par exemple, on pourrait analyser les composantes des dépenses, comme les salaires ou les dépenses en infrastructure. On pourrait aussi regarder des indicateurs de gestion que le MAMOT regarde chaque année pour toutes les villes comme le coût de la voirie municipale par kilomètre de voirie ou le rendement moyen annuel de la collecte sélective ou encore la formation par employé. Bref les possibilités sont immenses. Finalement, il faut penser que nous ne voyons que le côté économique, mais il y a le côté social qui est très important et qui représente le bien-être des contribuables. Ce bien-être pourrait être analysé dans une étude qualitative.

## APPENDICE 1: LISTE DES VILLES SONDÉES

Montréal  
Québec  
Laval  
Gatineau  
Longueuil  
Sherbrooke  
Saguenay  
Lévis  
Trois-Rivières  
Terrebonne  
Saint-Jean-sur-Richelieu  
Repentigny  
Brossard  
Drummondville  
Saint-Jérôme  
Granby  
Blainville  
Saint-Hyacinthe  
Shawinigan  
Dollard-Des Ormeaux  
Rimouski  
Châteauguay  
Mirabel  
Mascouche  
Saint-Eustache

Victoriaville  
Rouyn-Noranda  
Boucherville  
Salaberry-de-Valleyfield  
Vaudreuil-Dorion  
Sorel-Tracy  
Côte-Saint-Luc  
Val-d'Or  
Saint-Georges  
Alma  
Pointe-Claire  
Sainte-Julie  
Chambly  
Boisbriand  
Magog  
Saint-Bruno-de-Montarville  
Sainte-Thérèse  
Saint-Constant  
Sept-Îles  
Thetford Mines  
La Prairie  
Saint-Lambert  
Beloeil  
L'Assomption  
Varennnes  
Kirkland  
Candiac  
Joliette

Westmount  
Mont-Royal  
Rivière-du-Loup  
Saint-Lazare  
Beaconsfield  
Saint-Lin--Laurentides  
Dorval  
Mont-Saint-Hilaire  
Saint-Augustin-de-  
Desmaures  
Deux-Montagnes  
Sainte-Catherine  
Sainte-Marthe-sur-le-Lac  
Saint-Basile-le-Grand  
L'Ancienne-Lorette  
Gaspé  
Sainte-Anne-des-Plaines  
Pincourt  
Sainte-Sophie  
Matane  
Dolbeau-Mistassini  
Saint-Colomban  
Rosemère  
Mont-Laurier  
Lavaltrie  
Sainte-Marie  
Saint-Charles-Borromée  
Prévost



Cowansville  
Bécancour  
Amos  
Lachute  
Sainte-Adèle  
Mercier  
Beauharnois  
Les Îles-de-la-Madeleine  
Saint-Amable  
Montmagny  
La Tuque  
Val-des-Monts  
Rawdon  
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot  
L'Île-Perrot  
Marieville  
Sainte-Agathe-des-Monts

## BIBLIOGRAPHIE

- Ansell, B. (2014). The Political Economy of Ownership: Housing Markets and the Welfare State. *American Political Science Review*, 108(2), 383-402.
- Avellaneda, C. N. (2009). Mayoral quality and local public finance. *Public Administration Review*, 69(3), 469-486, 370-371.
- Balakrishnan, U., Duvall, T., et Primeaux, P. (2003). Rewriting the bases of capitalism: Reflexive modernity and ecological sustainability as the foundations of a new normative framework. *Journal of Business Ethics*, 47(4), 299-314.
- Beckett-Camarata, J. (2003). An examination of the relationship between the municipal strategic plan and the capital budget and its effect of financial performance. *Journal of Public Budgeting. Accounting & Financial Management*, 15(1), 23-40.
- Bjørnskov, C., et Potrafke, N. (2012). Political ideology and economic freedom across Canadian provinces. *Eastern Economic Journal*, 38(2), 143-166.
- Bradley, R. L., J.R., et Donway, R. (2010). Capitalism, socialism, and "the middle way" A taxonomy. *The Independent Review*, 15(1), 71-87.
- Bräuninger, T. (2005). A partisan model of government expenditure. *Public Choice*, 125(3/4), 409-429.
- Brown, K. W. (1993). The 10-point test of financial condition: Toward an easy-to-use assessment tool for smaller cities. *Government Finance Review*, 9(6), 21-26.
- Correa Gomes, R., Alfinito, S., et Melo Albuquerque, P. H. (2013). Analyzing Local Government Financial Performance: Evidence from Brazilian Municipalities 2005-2008. *RAC - Revista De Administrastr Contemporstr*, 17(6), 704-719.
- Cuadrado-Ballesteros, B., Mordán, N., et García-Sánchez, I. (2014). Is Local Financial Health Associated with Citizens' Quality of Life? *Social Indicators Research*, 119(2), 559-580.

- De Bonald, L. (1845). *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile, démontrée par le raisonnement et par l'histoire; suivi Du divorce, considéré au XIX siècle, relativement à l'état domestique et à l'état public de la société I* (4e édition). France : Bruxelles Société Nationale
- Dornfest, A. S., Sant, S. V., et Anderson, R. (2014). State and Provincial Property Tax Policies and Administrative Practices (PTAPP): 2012 Update of 2009 Compilation and Report. *Journal of Property Tax Assessment & Administration*, 11(3), 15-116.
- Esteller-Moré, A. (2005). Is there a connection between the tax administration and the political power? *International Tax and Public Finance*, 12(5), 639-663.
- Faccio, M. (2006). Politically Connected Firms. *American Economic Review*, 96(1), 369-386.
- Foucault, M. (1976). *La volonté de savoir*. France: Paris Gallimard
- Gantman, Ernesto, R. *Capitalism, social privilege, and managerial ideologies*. Angleterre: Ashgate, 2005.
- Garcia-Sanchez, I. M., Mordan, N., et Prado-Lorenzo, J. M. (2012). Effect of the Political System on Local Financial Condition: Empirical Evidence for Spain's Largest Municipalities. *Public Budgeting & Finance*, 32(2), 40-68.
- Gomes, R. C., Alfinito, S., et Albuquerque, P. H. M. (2013). Analyzing local government financial performance: Evidence from Brazilian municipalities 2005-2008. *Revista De Administração Contemporânea*, 17(6), 704-719.
- [http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/notreplan/index.html?gclid=CNKRy9f8\\_soCFcYkhgodVdADEw#mars2015](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/notreplan/index.html?gclid=CNKRy9f8_soCFcYkhgodVdADEw#mars2015)
- <http://www.elections.ca/content.aspx?dir=turn&document=index&lang=f&section=ele>
- [http://www01.ibm.com/support/knowledgecenter/SSLVMB\\_21.0.0/com.ibm.spss.statistcs.help/idh\\_glmm.htm?lang=fr](http://www01.ibm.com/support/knowledgecenter/SSLVMB_21.0.0/com.ibm.spss.statistcs.help/idh_glmm.htm?lang=fr)
- <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/>
- <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/grands-dossiers/strategie-quebecoise-deconomie-deau-potable/a-propos-de-la-strategie/>

<http://www.mamrot.gouv.qc.ca/publications/bulletin-muni-express/2013/n-11-17-octobre-2013/>

[http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/finances\\_indicateurs\\_fiscalite/fiscalite/pacte\\_fiscal\\_transitoire.pdf](http://www.mamrot.gouv.qc.ca/pub/finances_indicateurs_fiscalite/fiscalite/pacte_fiscal_transitoire.pdf)

<http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/monarchie/>

<http://www.elections.ca/content.aspx?dir=ces&document=part1&lang=f&section=res>

[http://elections.radiocanada.ca/elections/federales2011/mode\\_demploi/gouvernement.shtml](http://elections.radiocanada.ca/elections/federales2011/mode_demploi/gouvernement.shtml)

<http://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/resultats-electoraux/elections-generales>

[http://www.parl.gc.ca/about/parliament/education/ourcountryourparliament/html\\_booklet/democracy-defined-f.html](http://www.parl.gc.ca/about/parliament/education/ourcountryourparliament/html_booklet/democracy-defined-f.html)

<http://www.quebecpolitique.com/category/evenements-politiques/page/15/>

<http://www.quebecpolitique.com/partis-politiques/le-systeme-de-partis-politiques/>

<http://www.samaracanada.com/fr/la-recherche/parlement/indign%C3%A9s-et-1%C3%A9gislateurs>

<http://www.universalis.fr/encyclopedie/dictature>

Ibrahim, M. M. (1994). Party politics and spending decisions in local authorities. *The International Journal of Public Sector Management*, 7(5), 67.

Karabegovic, Amela, Dexter Samida, Chris M. Schlegl, et Fred McMahon. (2003). North American Economic Freedom. *European Journal of Political Economy*, 19, 431-452.

Kelly, J. M., et Riverbark, W. C. (2002). Reconciling the Research: Municipal Finance Officers On the Role of Performance Data in The Budget Process. *Public Administration Quarterly*, 26(1), 218-233.

Kloha, P., Weissert, C. S., et Kleine, R. (2005). Developing and testing a composite model to predict local fiscal distress. *Public Administration Review*, 65(3), 313-323.

- Lavin, A., Moen, D., et Davies, T. (2013). Differing federal individual income tax perceptions: Political party affiliation and ideological philosophy. *Journal of Business & Economics Research (Online)*, 11(2), 113.
- Le Maux, B., Rocaboy, Y., et Goodspeed, T. (2011). Political fragmentation, party ideology and public expenditures. *Public Choice*, 147(1/2), 43-67.
- Park, S. (1997). The relationship between government financial condition and expected tax rates reflected in municipal bond yields. *National Tax Journal*, 50(1), 23-38.
- Pena, D. S. (2010). 21st-Century Socialism and the Four Components of Sustainability. *World Review of Political Economy*, 1(2), 290-304.
- Potrafke, N. (2011). Public Expenditures on Education and Cultural Affairs in the West German States: Does Government Ideology Influence the Budget Composition? *German Economic Review*, 12(1), 124-145.
- Primo, D. M., et Snyder, J. M. (2010). Party Strength, the Personal Vote, and Government Spending. *American Journal of Political Science*, 54(2), 354-370.
- Proulx, D., et Beauregard, C. (2008). Local development and decentralized management best practices on control from medium size municipalities in Québec (Canada). *Administratie Si Management Public*, (10), 126-135.
- Rudolph, T. J. (2009). Political Trust, Ideology, and Public Support For Tax Cuts. *Public Opinion Quarterly*, 73(1), 144-158.
- Samkar, H., et Alpu, O. (2013). M regression approach for satisfaction of municipality services: The case of eskisehir. *Quality and Quantity*, 47(3), 1629-1637.
- Thompson, F., et Rizova, P. (2015). Understanding and Creating Public Value: Business is the engine, government the flywheel (and also the regulator). *Public Management Review*, 17(4), 565-586.
- Weber, M. (1995). *Économie et société*. France: Paris Presses pocket.
- Xu, Z., et Birch, M. H. (1999). The economic performance of state-owned enterprises in Argentina an empirical assessment. *Review of Industrial Organization*, 14(4), 355-375.
- Zafra, J. S., Lopez, A. M., et Hernández, A. (2009c). Developing an alert system for local governments in financial crisis. *Public Money & Management*, 29(3), 175-181.



Zehms, K. M. (1991). Proposed financial ratios for use in analysis of municipal annual financial reports. *The Government Accountants Journal*, 40(3), 79.